l'Anticapitaliste organisme du NPA ~ LANTICAPITALISTE. ORG



Dossier

MARCHE DES FIERTÉS: FAIRE FRONT POUR UNIFIER NOS LUTTES

Pages 6 et 7

ÉDITO

Pendant la canicule, l'inaction criminelle continue! Page 2

PREMIER PLAN

Extrême droite. Vague brune sur l'Assemblée nationale Page 2

ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Syndicalisme: deux visions de la voie à suivre

Page 4

République démocratique du Congo. Nouvelles flambées de violences

Page 5

ACTU SOCIALE

Poitou-Charentes. Sur l'autoroute de la catastrophe écologique

Page 8

LIBRE EXPRESSION

«Les accusations d'antisémitisme sont toujours graves et ne devraient en aucun cas être lancées à la légère», par Thierry Labica

Page 12





Par CHRISTINE POUPIN

Pendant la canicule, l'inaction criminelle continue!

e changement climatique est là et bien là, sous sa forme la plus évidente, celle d'une canicule, jusqu'à 42°C, sans précédent à cette période de l'année. Même dans nos régions tempérées on

La fréquence de ces épisodes de chaleur extrême pourrait doubler d'ici à 2050. Ils ont déjà été aussi nombreux dans les 15 ans de 2005 à 2020 que dans les 45 ans de 1960 à 2005.

Plus personne ne peut nier qu'ils sont une conséquence du bouleversement climatique lui-même dû aux émissions de gaz à effet de serre et donc à l'usage des énergies fossiles. Après le confinement qui les avait fait fortement baisser, les émissions sont reparties de plus belle, en particulier dans le secteur du transport. Les riches détruisent le climat et veulent continuer. Ce cynisme pourrait porter un nom: «l'amendement Ferrari» (ou, au choix, Lamborghini, Maserati, Rolls-Royce ou Bentley). Alors que le Parlement européen a voté l'interdiction de la vente des voitures thermiques neuves d'ici 2035 (quoi qu'on pense de la voiture électrique!), exemptant déjà les voitures fabriquées à moins de 1000 exemplaires chaque année, cet amendement accorde une dérogation jusqu'en 2036 aux constructeurs qui en produisent moins de 10000. Les hyperpollueurs de luxe ont encore de beaux jours

La prochaine COP, pour sa 27e édition qui aura lieu en Égypte au mois de novembre, s'annonce aussi calamiteuse que les précédentes. La réunion de préparation qui se tenait à Bonn du 2 au 16 juin a, comme d'habitude, été incapable d'avancer sur un programme permettant d'accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et, comme d'habitude, les pays riches refusent le soutien financier aux États les plus pauvres au titre des « pertes et dommages » pour faire face aux conséquence du dérèglement climatique. Les législatives nous ont débarrassés, entre autres, d'Amélie de Montchalin, peu durable ministre de l'Écologie: un plaisir à ne pas bouder! Mais c'est une rupture bien plus radicale qui s'impose. Et pour ne jamais oublier les coupables, on pourrait, comme le propose l'économiste Maxime Combes, donner leurs noms aux événements extrêmes, par exemple «canicule TotalEnergies n°1», le groupe emettant a lui seul autant que l'ensemble de la population française.

BIEN DIT

Je suis femme de chambre, femme de ménage, agent de sécurité, aide-soignante, aide à domicile: je suis tous ces métiers invisibles. Et à l'Assemblée nationale, ces métiers seront visibles.

RACHEL KEKE, 19 juin 2022.

À la Une

DÉFAITE DE MACRON ET PERCÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Vite, une gauche de combat!

Les résultats des élections législatives ont confirmé ceux de la présidentielle: une polarisation de la vie politique autour de trois blocs, un pouvoir avec une faible base sociale, et une instabilité qui témoigne d'une crise de régime, riche de potentialités mais aussi de dangers.

es résultats du second tour des élections législatives sont une défaite pour le pouvoir en place. Avec 244 députéEs, Emmanuel Macron est en effet très loin d'obtenir la majorité absolue des députéEs, confirmant son illégitimité et son statut de « président mal élu ». Les défaites de plusieurs figures de la Macronie, de Richard Ferrand à Christophe Castaner en passant par Amélie de Montchalin, qui rejoignent Blanquer battu au premier tour, témoignent du rejet qu'inspirent Macron et les siens. La Première ministre Élisabeth Borne, candidate dans la 6^e circonscription du Calvados, a quant à elle été élue, mais avec seulement 52,3 % des voix alors que son prédécesseur LREM avait été élu, en 2017, à 68,3%.

Crise et instabilité politiques

La composition de l'Assemblée nationale laisse augurer d'une poursuite et d'une amplification de la situation d'instabilité politique, avec une « majorité présidentielle » minoritaire et dans l'incapacité de gouverner seule. Au vu de la politique qu'il a menée lors de son premier mandat et de la campagne de l'entre-deux tours, radicalement anti-Nupes, c'est à n'en pas douter sur sa droite que Macron va chercher des appuis, en durcissant encore un peu plus sa politique. La crise démocratique se poursuit et se renforce, avec une très forte abstention et une déformation importante des votes en raison du mode de scrutin, qui n'inclut toujours aucune forme de proportionnelle. L'abstention est particulièrement forte dans la jeunesse et dans les classes populaires, qui se sont senties peu concernées par une campagne que le pouvoir en place a tout fait pour rendre

LÉGISLATIVES LE RUISSELLEMENT



Les scores de la Nupes s'inscrivent dans la lignée des résultats du premier tour des législatives - et de la présidentielle – et témoignent de l'existence d'une dynamique significative et positive à gauche. La FI multiplie son nombre de députéEs par cinq, ce qui confirme la présence d'un important rejet « sur la gauche » de Macron et des politiques néolibérales, et d'une aspiration à plus de justice sociale, d'écologie et de démocratie, voire d'un espoir dans un monde meilleur. Malgré les critiques que nous

avons pu formuler à l'égard de la Nupes, nous nous félicitons que des millions de personnes se soient saisies de ses candidatures pour exprimer leur colère contre Macron et envoyer à l'Assemblée un nombre élevé de députéEs représentant une gauche de rupture avec le social-libéralisme.

Alerte face à l'extrême droite

Mais les scores de l'extrême droite doivent nous alerter. Avec 89 députéEs, le Rassemblement national réalise un score historique, et confirme son processus de « normalisation», avec une réelle implantation dans plusieurs régions (au nord, à l'est et au sud-est) et des percées dans d'autres. Le RN aura certes moins de députéEs que la gauche, mais ses capacités de nuisance vont être amplifiées, tant il cherche – malheureusement avec succès – à tirer les marrons du feu de l'instabilité politique et de la crise démocratique et sociale. La menace fasciste est bien là, et le pouvoir en place porte une lourde part de responsabilité, par ses politiques et des discours, dans ce dangereux phénomène.

Nous devons tout faire pour que la situation de crise politique qui va s'amplifier ne bénéficie pas aux forces les plus réactionnaires. D'où l'enjeu de préparer, dès aujourd'hui, les combats de demain, en s'appuyant entre autres sur les dynamiques militantes qu'ont pu générer les campagnes d'une partie des candidatEs de la Nupes, afin de constituer ou de pérenniser des collectifs prêts à mener les bagarres à venir face au néolibéralisme autoritaire, à commencer par la défense de nos retraites, qui devra être un combat de l'ensemble de la gauche politique et sociale, de même que celui pour la défense et la relance des services publics..

Dans une situation où le danger d'extrême droite s'affirme, il y a également urgence à construire des outils de résistance et d'organisation de notre camp social, y compris au niveau politique. Nous avons besoin d'une force politique large pour défendre les intérêts de la grande majorité de la population et la perspective d'une autre société, libérée du capital et des désastres sociaux et écologiques. L'heure est à la construction, dans les prochains mois, de cette gauche de combat!

EXTRÊME DROITE Vague brune sur l'Assemblée nationale

Les 35 députés du groupe FN-Rassemblement national de 1986 faisaient figure de mirage. De deux députés en 2012 puis huit en 2017, le parti explose ses espérances avec 89 éluEs en 2022. Leurs espoirs seront nos prochains cauchemars si le groupe parlementaire dirigé par Marine Le Pen parvient à s'imposer comme un « groupe d'opposition déterminant face aux déconstructeurs d'en haut, les macronistes, et aux déconstructeurs d'en bas, cette extrême gauche antirépublicaine », ainsi que l'a annoncé la finaliste de l'élection présidentielle.

iches parlementaires, représentation dans des commissions permanentes et au bureau, temps de parole largement augmenté, dépôt possible de motion de censure... c'est un pas de plus dans l'institutionnalisation

de l'extrême droite auquel nous assistons, qui ne rimera pas avec modération. Avec la possibilité de demander la création de commissions parlementaires: les mouvements antiracistes et les organisations de gauche radicale, déjà

pointées par Gérald Darmanin, vont être dans le viseur. Marine Le Pen assure vouloir être «une opposition ferme, responsable, respectueuse des institutions ». Mais dans un contexte où LR, qui entendent aussi être une opposition constructive, ont déjà l'un

de leurs chevaux de bataille - avoir la peau du ministre de l'Éducation, trop «woke» à leur goût – on peut s'attendre à une institutionnalisation un peu plus poussée du discours xénophobe. Nul doute que face au projet d'« économie de guerre » qu'Emmanuel Macron propose pour l'industrie de la défense, le RN n'aura aucune difficulté à se montrer «ferme et constructif » dans son nationalisme.

Renouvellement de l'appareil politique?

Le financement découlant des législatives ne parviendra pas à éponger tout de suite la dette de 24 millions. Mais ce sont des moyens militants accrus autour des députéEs. Heureusement, rien n'indique que, par miracle, le RN ait rompu avec son habitude d'aligner bras cassés et jeunes opportunistes. Le

Un monde à changer

LA DGCCRF ET DU SCL. Le 21 juin, à l'appel de la première organisation syndicale du secteur, Solidaires, les personnels de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et du Service commun des laboratoires (SCL) sont appelés à se mobiliser contre la réforme des contrôles de la sécurité sanitaire des aliments.

Cette journée de mobilisation s'inscrit dans un contexte particulier, où ces dernières années se sont multipliés les scandales de l'industrie agroalimentaire: lasagnes au cheval Spanghero, lait infantile contaminé chez Lactalis, œufs contaminés au fipronil, et encore récemment les pizzas surgelées Buitoni contaminées par la bactérie E.Coli et les chocolats Kinder soupçonnés d'avoir été à l'origine de dizaines de cas de salmonellose... On le voit, les profits du

SOUTIEN À LA MOBILISATION DES AGENT-E-S DE big business de l'alimentaire sont juteux et se font à n'importe quel prix, y compris celui de notre santé.

> Face à cela, on attendrait des dits pouvoirs publics qu'ils mettent le paquet en matière de contrôle, puis de sanctions, pour mettre fin à ces scandales qui conduisent à de graves mises en danger de la santé des personnes, jusqu'à la mort de deux enfants en ce qui concerne l'affaire Buitoni... Mais en ce qui concerne ce pouvoir fidèle aux intérêts des capitalistes où qu'ils se trouvent, il n'en sera rien. Pire, le pouvoir pointe du doigt un service public, la DGCCRF, qu'il a contribué à attaquer (notamment en le privant du personnel nécessaire pour exercer ses missions), et veut aujourd'hui transférer plusieurs de ses compétences, ainsi que celle du SCL, sous la direction du ministère de l'Agriculture. L'opération n'est pas neutre, tant les pressions de l'agro

industrie en faveur du toujours moins de normes sont fortes sur ce ministère...

Par ailleurs, ceci va se doubler d'une délégation vers le privé des plans de surveillance et plans de contrôle (les prélèvements de sécurité sur les produits alimentaires). C'est la mise en route d'une véritable privatisation des contrôles (restauration, boucheries, boulangeries, grands magasins...), avec des contrôles payants exercés par des entreprises à but lucratif, employant parfois du personnel précaires, et non plus des personnels indépendants...

Le NPA exprime toute sa solidarité avec les agentEs mobilisés aujourd'hui. Protégés des pressions, ils et elles doivent avoir les pleins moyens d'exercer leurs opérations de contrôle de facon indépendante et avec plus de personnel. Au-delà, comme d'autres forces, nous mettons en discussion la nécessité d'une «sécurité sociale de l'alimentation». Parce que nos vies valent plus que leurs profits, il faut mettre toujours plus de pression sur les grands groupes de l'agro-industrie afin de mettre fin aux multiples scandales.

«777 événements de traversées en small boats en moyenne, plus de 100 personnes qui risquent

chaque jour leur vie. Et qui parfois, meurent





Samedi 25 juin, Fête anticapitaliste du NPA

Du 23 au 30 juillet, 37e rencontres internationales des jeunes, Moulins.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14e université d'été du NPA, Port-Leucate.



avec Philippe Poutou, Rennes. De 15h à 23h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, M° H. Fréville. Débats-repas-concert, meeting à 19 h.

Accueil le samedi 20 août à partir de 14 h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

140 députéEs pour la Nupes: et maintenant?

Avec 140 députéEs élus dimanche dernier, la Nupes n'a pas été au bout des ambitions que certainEs de ses animateurEs avaient affiché: obtenir une maiorité, même relative, à l'Assemblée nationale, afin que lean-Luc Mélenchon devienne Premier ministre. Il n'en demeure pas moins que la multiplication par deux du nombre de députéEs de gauche, qui s'explique principalement par la multiplication par cinq des effectifs de La France insoumise (qui passe de 17 à 79 députéEs), témoigne d'une dynamique à bien des égards positive. À condition qu'elle ne se perde pas dans les méandres institutionnels.

armi les critiques que le NPA avait formulées, dès les premières discussions concernant les législatives, au sujet de la campagne telle que la concevait l'Union populaire (UP), figurait en bonne place notre refus d'une campagne dont l'alpha et l'oméga serait l'objectif « Mélenchon *Premier ministre* ». Force est de constater que cet axe est demeuré central pour l'UP, et qu'il a eu des effets paradoxaux: faire naître un certain enthousiasme autour de l'objectif – atteint – de contribuer à empêcher Macron d'avoir la mainmise sur l'Assemblée, en posant dans le paysage le fait qu'il n'y avait aucune inéluctabilité au fait que le président soit majoritaire; susciter un sentiment de défaite lié au nonaccomplissement de l'objectif fixé, sur lequel se sont évidemment jetés nombre de responsables politiques et éditorialistes.

Mélenchon pas **Premier ministre**

Pour nous, le principal problème du mot d'ordre « Mélenchon Premier

ministre » était, au-delà de la personnalisation, le fait qu'il laissait entendre que les problèmes de la jeunesse et des classes populaires pourraient être réglés par le seul fait de la présence d'une majorité « de gauche» à l'Assemblée. De plus, par définition serait-on tenté de dire, ce mot d'ordre s'accompagnait d'un refus d'envisager, publiquement du moins, la défaite, et donc le « plan B»: que faire pour se défendre contre Macron et les siens dans le cas – probable – où Mélenchon ne serait pas Premier ministre?

Dans les deux cas, c'est bien la nécessité de se mobiliser et de s'organiser par nous-mêmes, audelà des seules logiques institutionnelles, qui était absente. Et l'on a pu constater, depuis les résultats du second tour, que cette question reste un angle mort du discours des cadres de la Nupes, y compris celles et ceux de LFI, avec une focalisation sur les seules dynamiques institutionnelles (groupes parlementaires, commissions, motion de censure, etc.). Un positionnement qui, s'il semble logique, de la part

de forces réformistes, dans une séquence électorale, ne répond pas aux enjeux de la situation et est, en réalité, en décalage avec bien des aspirations et dynamiques suscitées par la campagne elle-même.

Au-delà des institutions

La préoccupation de savoir comment s'organiser pour la suite et comment faire face à l'offensive néolibérale-autoritaire qui va se poursuivre est en effet présente chez bien des militantEs et sympathisantEs qui se sont investis dans la campagne, qu'ils et elles soient des acteurEs associatifs, des syndicalistes, des membres de collectifs divers, ou des «primo-militantEs»... Dans plusieurs circonscriptions où des camarades du NPA se sont investis dans la campagne, l'écho de notre positionnement et notamment de notre insistance sur la nécessité de se donner les moyens, au-delà des élections, de nous organiser pour nous défendre et de reconstruire des cadres collectifs pérennes, sur le plan social comme sur le plan politique, était bien réel.

députéEs incarnant une opposition ferme à Macron et une rupture avec le social-libéralisme, est une bonne nouvelle, a fortiori lorsqu'elle s'incarne dans des personnalités comme Rachel Keke, figure de la lutte des femmes de chambre de l'Ibis Batignolles, ou d'autres députéEs issus des classes populaires et du monde du travail. Elle peut redonner confiance, encourager à surmonter la résignation, et même être un point d'appui pour les luttes à venir. Mais cette élection ne peut, en soi, être une réponse aux problèmes d'ampleur qui se posent à notre camp social, pas plus que ne peut l'être une focalisation sur la «guérilla parlementaire» à venir. Au vu des enjeux, c'est bien la question de l'établissement d'un rapport de forces social conséquent et de la reconstruction des outils d'organisation de notre classe, qui est posée: un défi majeur, qui implique discussions et expériences collectives, auxquelles le NPA entend bien participer.

L'élection de plusieurs dizaines de

Julien Salingue

groupe RN se compose de plusieurs inconnuEs, pour certains novices: renouvellement d'un appareil politique ou confirmation de sa faiblesse structurelle?

Caroline Parmentier a fait ses premières armes comme journaliste puis rédactrice en chef de *Présent*. le quotidien national-catholique, avant de devenir attachée de presse de Marine Le Pen. Autre génération, Laure Lavalette est une ancienne du Renouveau étudiant à Bordeaux, passée par le MNR de Bruno Mégret. Soutien de La Manif pour tous et des mouvements anti-avortement, elle insiste peu sur sa « ligne sociétale» depuis sa nomination comme porte-parole du RN. On trouve aussi quelques anciens soutiens d'Éric Zemmour et proches de Marion Maréchal, des historiques ayant connu l'époque Jean-Marie Le Pen et beaucoup de militants portés par

la Génération Le Pen, de Marine. Plusieurs ralliés, plus ou moins frais, ont fait leurs premières armes à l'UMP ou à Debout la France. Tout cela relativisera le conflit entre «union des droites» et «ni droite ni gauche». Dans la «recomposition politique indispensable » à laquelle appelle Marine Le Pen, pour un «grand mouvement populaire unifiant tous les patriotes », toutes les recombinaisons sont envisageables. À l'intérieur, le «clan Hénin-Beaumont-Fréjus» ne semble pas prêt à desserrer sa mainmise sur le parti. Les dissensions ne s'apaiseront pas de sitôt.

Supercherie sociale

Entre le RN, avec un groupe parlementaire doté de moyens politiques inespérés, et Reconquête!, un parti fragilisé par son échec électoral mais fort d'une base militante inédite, que



Marion Maréchal entend transformer en «prescripteur d'opinion», le vent mauvais que nous avons vu se lever début 2022 n'est pas prêt de tomber.

En plus de ses fondamentaux, immigration et insécurité, Marine Le Pen a désigné ses prochains axes de batailles: «le chômage, la justice fiscale et sociale, les territoires oubliés, les citoyens maltraités ou la démocratie bafouée ». L'ancrage du RN est établi dans un axe nord-est autour de l'Île-de-France, dans le « couloir de la pauvreté » de la Garonne et dans le pourtour méditerranéen. Cette implantation se traduit aussi dans le profil social diversifié de ses nouveaux éluEs, avec plusieurs salariéEs - chauffeur-livreur, ouvrière qualifiée, auxiliaire de vie, agent de maintenance... La dénonciation de cette supercherie sociale, couplée à la popularisation de réponses anticapitalistes aux crises à venir, reste l'une des tâches majeures à venir, pour déconstruire et lutter contre cette fausse opposition.

Commission nationale antifasciste

NO COMMENT

Je veux éradiquer la colère dont le Front national se nourrit.

EMMANUEL MACRON, France Inter, 4 mai 2017.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction: redaction@npa2009.org

Diffusion: diffusion.presse@

npa2009.org Administration: 2, rue Richard-Lenoir,

93108 Montreuil Cedex Numéro ISSN:

2269-3696 **Commission paritaire:**

0419 P 11508

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage: 6500 exemplaires

Directeur de publication: Julien Salingue

Secrétaire de rédaction : Julien Salingue

Maguette: **Ambre Bragard**

Impression: Rotographie, Montreuilsous-Bois Tél.: 0148704221



Mail: rotoimp@wanadoo.fr

04 Actu internationale

n°621 | 23 juin 2022 | *l'Anti*capitaliste

BELGIQUE Libérer les salaires, bloquer les prix!

Nous publions ci-dessous le texte du tract distribué par nos camarades de la Gauche anticapitaliste (Belgique) lundi 20 juin lors de la manifestation nationale intersyndicale en faveur du pouvoir d'achat.

a ne peut plus durer. Les prix explosent, nos salaires sont bloqués. L'inflation approche 9 %: le gaz + 140 %, l'électricité + 54 %, l'essence et le diesel + 30 %, les loyers + 8 %, l'alimentation est de plus en plus chère. L'indexation des salaires ne nous protège qu'en partie, et trop tard. Le blocage salarial de 0,4 % imposé par le patronat et son gouvernement, la Vivaldi, étrangle nos salaires jusqu'à fin 2022. Si la loi de 1996 « sur la compétitivité » n'est pas radicalement changée, les mêmes évoquent une marge salariale de 0 % jusque fin 2024 et menacent l'index.



Le coalition gouvernementale redistribue l'argent du travail vers le capital

Pour beaucoup d'entre nous, la situation est devenue invivable, quand elle ne l'était pas déjà. Nos besoins vitaux, se nourrir, se loger, se déplacer, deviennent impayables. C'est encore pire quand on est femme jeune, et/ou racisée, et/ou allocataire sociale. Les mesures du gouvernement, telles que le chèque énergie à 100 euros, sont une insulte à notre intelligence. Ce «chèque» ne couvre même pas la provision à verser par un ménage pour un seul mois!

Le gouvernement prend des mesurettes pour feindre l'action et détourner l'attention de ses politiques de précarisation du travail, comme celles du récent « deal pour l'emploi » (travail de nuit dans l'e-commerce, travail de plateforme...) Il prévoit de faire la chasse aux travailleurs et travailleuses malades et dépense de nouveaux milliards dans le budget de l'armée. Nos services publics essentiels sont quant à eux exsangues!

D'autres ne connaissent ni la crise ni le blocage des revenus: pour les grands patrons et capitalistes, les actionnaires et autres multi-propriétaires, aucune mesure de limitation des revenus – pourtant possible selon cette même loi de 1996 – n'est sur la table! Les patrons se plaignent des prix et de nos salaires? Leurs profits ont atteint en 2021 un record historique et continuent de grimper! Les entreprises belges cotées en bourse ont réalisé la même année un bénéfice de plus de 21 milliards d'euros et comptent en distribuer la moitié en dividendes: plus de 10 milliards pour les actionnaires, c'est 50% de plus que l'an passé! Les profiteurs de guerre spéculent sur le dos de l'Ukraine et font s'envoler les prix. Un véritable racket organisé par le capital!

Nous avons besoin de mesures d'urgence sociale et écologique. Ne comptons que sur notre force collective dans l'action pour les imposer touTEs ensemble: secteur privé et public, en front commun élargi aux mouvements sociaux.

Un plan action syndical combatif

Élaborons partout un plan d'action syndical combatif pour:

- Un impôt confiscatoire à 100 % sur les surprofits des entreprises;
- Le blocage des loyers;
- Une hausse du salaire minimum à 15 euros/h, une hausse des allocations sociales de 20 % et l'indexation complète et mensuelle de tous les revenus;
- La socialisation du secteur de l'énergie et la planification écologique;
- La suppression de la loi de 1996. Et si nous ne sommes pas entenduEs, grève générale à la rentrée!

Gauche anticapitaliste

ÉTATS-UNIS Syndicalisme: deux visions de la voie à suivre

Deux réunions syndicales très différentes ont eu lieu ce mois-ci aux États-Unis. La bureaucratie syndicale en a organisé une. Les travailleurs de base étaient au centre de l'autre.

AFL-CIO a tenu son congrès à Philadelphie le 12 juin, élisant pour la première fois une femme comme présidente, Liz Shuler, et pour la première fois un noir, Fred Redmon, comme secrétaire-trésorier. Alors que certaines autres organisations ont commencé à élire des femmes et des noirs à des postes de direction dès les années 1970, l'AFL-CIO ne l'a fait que maintenant, avec, comme d'habitude, des décennies de retard sur les évolutions progressistes.

Quel avenir pour l'AFL-CIO?

Les syndicats sont en difficulté. Seuls 10 % des travailleurEs sont syndiqués et seulement 6% dans le secteur privé. Shuler a promis de faire quelque chose à ce sujet : « Tout comme l'AFL a investi pour créer le CIO [Congress of Industrial Organizations] pour organiser les travailleurEs de l'industrie dans les années 1930, nous lançons aujourd'hui le Center for Transformational Organizing - le CTO. C'est le véhicule qui accélérera et convertira l'énergie de ce moment pour faire entrer notre mouvement dans le siècle prochain. Le CTO rassemblera les organisateurs, les technologues et les chercheurs les plus brillants. » Le tout dans le but d'organiser les travailleurEs de la haute technologie. « Dans les 10 prochaines années, nous organiserons et ferons croître notre mouvement de plus d'un million de travailleurs », a-t-elle déclaré. « C'est vraiment un objectif important! » Mais, comme l'ont dit plusieurs hauts responsables syndicaux, il s'agit en réalité d'un nombre dérisoire qui ne créerait pas une dynamique suffisante et ne modifierait pas l'équilibre des forces. En outre, ce n'est pas l'AFL qui a créé le CIO: le président de l'United Mine Workers (syndicat des mineurs), le conservateur John L. Lewis, voyant que les militantEs de gauche commençaient à organiser les travailleurs de l'industrie lourde, a pris la tête de plusieurs syndicats qui ont quitté l'AFL en 1935 pour créer le CIO. Son objectif était double: syndiquer les travailleurEs de l'industrie et tenir la gauche en échec. En 1949, le CIO expulsa les communistes du syndicat et en 1955, l'AFL et le CIO fusionnèrent.

L'AFL-CIO, avec 12,5 millions de membres, est la plus grande organisation syndicale des États-Unis, mais elle n'a invité aucun représentant des deux campagnes de syndicalisation les plus passionnantes qui se déroulent actuellement: ni le syndicat Amazon Labor Union qui a récemment réussi à organiser une

première implantation d'Amazon de 8 000 salariéEs ni le Starbucks Workers United, qui a organisé plus de 150 cafés. La mentalité bureaucratique de l'AFL a rendu impossible l'invitation de ces deux groupes de travailleurEs parce qu'ils ne sont pas membres de la confédération, le syndicat d'Amazon étant indépendant et Starbucks étant affilié à la Service Employees International Union, qui compte deux millions de membres et ne fait pas partie de l'AFL-CIO.

Le président Joe Biden, qui s'était engagé à être le président le plus pro-salariéEs de tous les temps, mais dont la législation du travail et les programmes sociaux sont restés bloqués au Congrès, a été l'orateur vedette de la réunion.

Labor Notes et les travailleurEs de base

L'autre réunion syndicale, la Labor Notes Conference, qui s'est tenue à Chicago, dans l'Illinois, du 16 au 19 juin, a représenté une approche largement opposée des questions syndicales. La Labor Notes Conference, qui n'a aucun statut officiel auprès de l'AFL-CIO ou de toute autre organisation syndicale, rassemble des militantEs syndicaux issus de nombreux syndicats différents. La conférence, à laquelle ont assisté 4000 personnes et que

beaucoup d'autres ont regardée en ligne, a débuté avec cinq orateurEs, dont des travailleurEs de Starbucks et d'Amazon qui organisent leurs lieux de travail. Labor Notes, un centre d'éducation syndicale, place les travailleurEs de la base au centre de son travail et considère que leur rôle est essentiel à la renaissance des syndicats.

L'un des thèmes de cette conférence était la renaissance de la grève, l'outil le plus important des travailleurEs. Une grande partie de la conférence a porté sur les problèmes des travailleurEs noirs et latinos, et certains ateliers ont été organisés en espagnol. De nombreux ateliers offraient aux travailleurEs de la base la possibilité d'échanger des expériences et des idées. Si la conférence a surtout porté sur l'organisation des travailleurEs pour lutter contre les employeurs, des séances ont également été organisées avec des auteurs de livres sur le travail, la musique et les arts.

L'orateur vedette de la conférence Labor Notes était le sénateur Bernie Sanders, qui se revendique socialiste démocratique et qui été deux fois candidat à la candidature démocrate pour la présidence des États-Unis. Il a appelé les travailleurEs à utiliser leur pouvoir pour changer la direction politique du pays, afin que le gouvernement fasse plus pour les travailleurEs.

Les hauts dirigeants de l'AFL-CIO proposent une solution bureaucratique et technique aux problèmes des travailleurEs, tandis que Labor Notes propose un modèle qui met l'accent sur l'initiative et la créativité, le courage et la lutte des travailleurEs de base.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ne pluie d'argent public pour les marchands de la mort annonce donc le « tournant historique » (dixit le chancelier social-démocrate Scholz) pour la politique allemande, «géant économique » mais « nain politique ». Volte-face certes, même si le budget annuel avait déjà été augmenté de 10 milliards depuis 2018 et que « l'armée de défense » avait déjà su brillamment « se défendre » en Irak, au Kosovo ou en Afghanistan, notamment quand la gauche était au pouvoir!

La guerre, c'est bon pour les affaires

Tout cela dans un étouffant climat d'union nationale – les seules réticences parlementaires concernaient la rigueur budgétaire - pour taire face a la menace russe (dont le budget militaire est déjà moins élevé que celui de l'Allemagne). Surtout, il s'agit de ne pas répéter le scénario du début de l'invasion: d'abord hésitant, car l'Allemagne est partenaire économique étroit de la Russie, le gouvernement a dû se plier intégralement à la volonté et la puissance militaire de l'impérialisme américain. Dans le concert des nations, les missiles comptent plus que les bilans d'exportation... La France, elle, s'inquiète... non pas face à la surenchère guerrière, mais de peur d'être doublée, et surtout que son industrie d'armement soit ignorée! En effet, la première commande de 35 avions de chasse a profité aux F 35 américains. D'abord les Australiens, maintenant les Allemands. À croire qu'il n'y a que l'armée française qui apprécie le Rafale de Dassault. Mais heureusement pour le complexe militaro-industriel hexagonal,

ALLEMAGNE Pluie de milliards sur les marchands de la mort

L'augmentation spectaculaire du budget militaire allemand – 70 milliards d'euros annuels visés ainsi qu'un budget exceptionnel de 100 milliards – a été votée au début du mois de juin. Par la coalition social-démocrate-écolo-libérale, puis avec les conservateurs pour obtenir la majorité de deux tiers, nécessaire au changement constitutionnel libérant le budget exceptionnel des règles anti-dette. Comme quoi quand les capitalistes le veulent, ils peuvent bien passer outre.



WIKIMEDIA COMMONS

il reste un espoir: les premières voix qui exigent que la France «réponde» à cette augmentation du budget militaire nous donnent un petit avant-goût de la course à l'armement à venir.

Le service civique obligatoire:

combler les trous et paver la voie L'argent magique s'accompagne d'un discret retour des discussions sur le service militaire, même s'il n'est toujours pas appelé comme tel par les politiciens, tant la réticence de la population est forte.

C'est pourquoi le président Steinmeier a brillé avec une nouvelle proposition: un «service civique obligatoire». Quelques oppositions, sur l'axe antiliberticide, ont reçu une volée d'accusations de tout bord: les « jeunes marqués par l'hyperindividualisme libéral» refuseraient « d'être utiles à la société» (avant une vie d'exploitation...

inutile du coup?). Peu de critiques cependant face au but évident du projet : combler les failles des métiers du soin exsangues avec des jeunes non formés et sous-payés. Il s'agirait même d'une aide: certains choisiraient de poursuivre dans un métier auquel ils ont pris goût lors de leur service civique. Ils ont probablement oublié de demander leur avis aux milliers de soignantEs qui abandonnent leur métier chaque année après avoir « goûté au plaisir » des salaires de misère, des services vétustes et du sous-effectif.

Mais ce service pourrait aussi être effectué à l'armée, qui a déjà mis en place de nombreuses mesures d'attractivité. Manière de remettre en place un service militaire partiel (l'armée offrant de meilleures conditions que le secteur civil), sans l'opposition provoquée par un vrai rétablissement. Et de réapprendre aux jeunes à « servir la nation »? Après avoir été laissés pour compte pendant deux ans de pandémie, l'opposition de nombreux et nombreuses jeunes au projet est en tout cas bien justifiée! Dima Rüaer

Actu internationale 05 *l'Anti*capitaliste | n°621 | 23 juin 2022

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Nouvelles flambées de violences

Le récent conclave de Nairobi pour la paix dans la région Est de la République démocratique du Congo (RDC) a débouché sur deux grandes mesures. La mise en place de négociations entre les autorités et les différents groupes armés sous l'égide du président kenyan, et une réponse militaire régionale sous la responsabilité du chef du gouvernement congolais Felix Tshisekedi. Dans le même temps, le Mouvement du 23 mars (M23), un ancien groupe armé, fait de nouveau parler de lui sur fond de tension avec le Rwanda.

e M23, apparu en 2012, est composé d'anciens rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) dirigé par Laurent Nkunda, alors très proche du Rwanda. Ils ont été intégrés dans l'armée congolaise suite à un accord de paix signé le 23 mars 2009. Estimant que cet accord n'a pas été respecté, ils ont repris les armes avec le soutien officieux du Rwanda.

Dirigé successivement par plusieurs seigneurs de guerre, le M23 s'est rendu coupable de nombreuses exactions relevant des crimes contre l'humanité.

Le gouvernement de Tshisekedi accuse le Rwanda d'être à l'origine de la résurgence du M23, ce que réfute le dirigeant rwandais Paul Kagame. Il accuse Kinshasa d'être responsable de deux bombardements et de continuer à soutenir le groupe armé des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), créé par d'anciens génocidaires hutus qui avaient trouvé refuge en RDC après l'arrivée au pouvoir du Front patriotique rwandais.

Permanence de la violence

Entre la RDC et le Rwanda, les tensions ont toujours été plus ou moins fortes, de la guerre ouverte à la fin des années 1990 au conflit par procuration avec des groupes armés. Les griefs des uns et des autres sont nombreux et n'ont jamais été réglés. Le Rwanda considère la RDC, par son soutien aux FDLR, comme une



menace. Ces accusations n'ont plus beaucoup de pertinence car cette milice, avec un piètre armement et en perte de vitesse, est surtout un danger pour les populations congolaises. Il v a une claire volonté du Rwanda de maintenir la région du sud et nord Kivu sous son influence en créant une zone tampon, et surtout de profiter des richesses minérales de son voisin, notamment l'étain, l'or et en particulier le coltan, minerai essentiel pour la fabrication des composants électroniques.

Une région dévastée

La région est de la RDC est en proie à une multitude de conflits. Il y a environ près de 200 groupes armés. Certains se sont formés au début, comme des milices d'auto-défense de villages pour se transformer rapidement en groupes de prédateurs. La Monusco, qui est la force armée de l'ONU, est très souvent critiquée pour son inaction et son incapacité à protéger les civilEs. Quant aux forces armées de la RDC, souvent mal équipées, et non payées, elles sont elles aussi une source d'insécurité pour les populations. L'État de siège décrété par le gouvernement censé protéger la population a été contreproductif puisque le nombre de morts a doublé. Par contre ce dispositif a été redoutable dans la répression contre les opposantEs. Les résultats de cette guerre larvée se traduisent par des milliers de morts, la systématisation du viol et le déplacement de plus de cinq millions de personnes.

Dans le cadre du conclave de Nairobi, le gouvernement congolais a autorisé les armées des deux pays voisins, le Burundi et l'Ouganda, à opérer sur le territoire congolais contre les groupes armés qui s'attaquent à leur pays. Ainsi l'Ouganda traque les Allied Democratic Forces (ADF), une milice liée à l'État Islamique qui sévit essentiellement dans la région de Beni au Nord-Kivu. Le Burundi combat le Mouvement de la résistance pour un État de droit (RED-Tabara) au Sud-Kivu.

Ces autorisations sont sources de déstabilisation. L'intervention des deux armées étrangères ne fait qu'augmenter la violence endémique. Le Rwanda voit d'un mauvais œil que ces deux pays puissent avoir accès au territoire congolais et certains pensent que Paul Kagamé n'est pas étranger à la réactivation du M23 dont les attaques ont provoqué le déplacement de 127000 personnes.

À chaque fois que les tensions avec le Rwanda apparaissent, la communauté banyamulenge, regroupant les Tutsi congolais, est la cible de campagnes haineuses les assimilant à des Rwandais. Les politiciens locaux en mal de popularité ne sont pas en reste en proférant des déclarations irresponsables.

Les populations sont prises en otage tant par Kagamé que Tshisekedi. L'un est un véritable dictateur dans son pays et signataire avec Boris Johnson d'un accord permettant d'expulser les demandeurs d'asile du Royaume-Uni vers le Rwanda, et l'autre a magouillé les résultats électoraux avec son prédécesseur pour accéder au pouvoir et s'y maintient au prix de nombreuses atteintes aux droits humains.

Paul Martial

COLOMBIE Une victoire éclatante mais fragile de la gauche

L'élection dimanche 19 juin du président Gustavo Petro, et de sa vice-présidente Francia Márquez est un choc pour l'oligarchie colombienne. Une victoire serrée (50,69%) mais très symbolique dans un pays qui n'a jamais connu un gouvernement de gauche depuis deux siècles et où, comme le signalait l'écrivain José Maria Vargas Vila il y a plus d'un siècle, «les dictateurs de ce pays trempent dans l'eau bénite leur poignard avant de tuer».

ette victoire électorale fait suite à l'explosion sociale d'avril 2021 qui avait vu des millions de ColombienEs des milieux populaires occuper 21 villes (avec une situation insurrectionnelle pendant des semaines à Cali). Elle s'inscrit, par ailleurs, dans un cycle électoral qui, à l'échelle du continent, a vu l'entrée en fonction de présidents de gauche en juillet 2021 au Pérou, en mars 2022 au Chili, et peut-être bientôt en octobre au Brésil.



Une campagne polarisée

La première surprise fut l'éviction dès le premier tour de la droite conservatrice incarnée par Federico Gutiérrez. À la tête d'une coalition derrière laquelle planait l'ombre d'Álvaro Uribe, l'ancien président lié au secteurs les plus conservateurs, les plus violents de la bourgeoisie colombienne mais aussi aux paramilitaires et aux narcotrafiquants, le candidat préféré des milieux d'affaires n'a pu se qualifier avec son modeste score de 18%. Ce fut un Trump tropical, Rodolfo Hernández Suárez, homme d'affaires populiste ayant fait sa fortune (estimée à 100 millions de dollars) dans l'immobilier, qui lui a ravi la place pour représenter la continuité du régime avec une posture anti-système bien servie par les réseaux sociaux. De l'autre côté, la gauche était représentée par un ancien militant guévariste et adepte de la théologie de la libération du M 19 et une militante féministe afrodescendante, qui tranchaient ouvertement avec les partisans de la sale guerre contre l'opposition armée des FARC et les affairistes. La coalition de gauche avait certes le soutien des partis de gauche, d'une majorité des associations sociales et de lutte, mais elle élargissait ses alliances très loin en intégrant l'ancien maire de droite de Medellín et le dirigeant chrétien conservateur Alfredo Saade. Il n'y a finalement rien d'étonnant: après tout, Gustavo Petro a été maire de la capitale Bogota de 2014 à 2015, tissant des liens déjà bien entretenus avec une longue carriere de depute

Une signification plus profonde

Mais réduire cette élection à une banale alternance est un peu court. Des secteurs significatifs des collectifs populaires, et parfois même les plus radicaux de la Primera Linea, ainsi qu'une part importante de la population, ont voulu tourner la page de la guerre civile permanente imposée par l'oligarchie et d'une crise sociale d'ampleur. Dans un pays où les 10 % les plus riches possèdent 65% des richesses, où 39% de la population vit sous le seuil de pauvreté (un million de pauvres supplémentaires suite aux effets de la pandémie), avec une mortalité infantile élevée, une inflation galopante, les raisons ne manquent pas de tenter autre chose. Pourtant le programme de Petro exclut les nationalisations ou des mesures qui rogneraient - même symboliquement - sur le pouvoir de la puissante oligarchie. L'armée a menacé de «prendre ses responsabilités» en cas de victoire de Petro et Francia. Des milliers de militantEs de gauche ont été menacés directement à veille du second tour. L'oligarchie, craignant une autre explosion sociale, se prépare ouvertement à l'affrontement avec une gauche modérée qui, elle, ne se prépare pas au choc. Tristan Katz

TURQUIE Menaces d'invasion et fuite en avant nationaliste

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le gouvernement d'Ankara a multiplié les actions sur la scène politique étrangère et les menaces contre le nord-est de la Syrie. Une tentative de masquer les problèmes intérieurs et gagner en popularité à une année d'élections cruciales en Turquie.

russe, la Turquie cherche à tirer profit de sa position de médiateur de premier plan. Elle arrive à ne pas s'aliéner Moscou, tout en fournissant des drones à Kiev. Elle souhaite réparer ses relations avec ses alliés occidentaux, en premier lieu desquels Washington, tout en faisant monter les enchères sur plusieurs dossiers de politiques étrangère.

Ankara a notamment attisé les tensions avec la Grèce en mer Égée et multiplié les objections à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan, sous le prétexte qu'elles hébergent des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et leurs alliés, considérés comme des «terroristes» par la Turquie.

Depuis la fin mai 2022, le gouvernement d'Ankara menace surtout de lancer une nouvelle opération militaire dans le nord de la Syrie. Erdogan a déclaré dans l'optique de cette nouvelle offensive militaire

ans le cadre de l'invasion qu'« il faut finir ce qui a été com- kurde est généralement partagée par *mence* ». A savoir prolonger la «zone de sécurité» large de trente kilomètres conquise par l'armée turque et ses supplétifs syriens au fil des précédentes interventions (2016, 2018, 2019). Une offensive militaire est déjà en cours depuis mi-avril dans le nord de l'Irak pour les mêmes raisons.

Objectif: les élections 2023

Dans ce contexte, les relents nationalistes d'Ankara et la menace d'une nouvelle opération militaire en Syrie lui permet de se positionner en leader rassembleur et de raviver le sentiment nationaliste de l'électorat. Une carte déjà brandie par le passé, notamment lors des incursions précédentes menées dans le nord de la Syrie. Redoublant d'efforts pour renforcer sa base de droite nationaliste et conservatrice, Erdogan a par exemple banni le mois dernier une dizaine de concerts de chanteurs kurdes prévus

dans le pays. L'opposition à la cause

les autres principaux partis turcs. En février dernier, six partis politiques d'opposition, parmi lesquels le Parti républicain du peuple (CHP), ont constitué une alliance électorale en vue du prochain scrutin. Ils ont décidé d'exclure le Parti démocratique des peuples (HDP), troisième formation du pays et largement soutenue par la population kurde. Le HDP est même accusé par le pouvoir d'être responsable de la crise économique et des profiteurs.

Nier la crise économique et éliminer ces adversaires

Le gouvernement turc est en effet en proie à une grogne populaire croissante. Il est accusé d'avoir vidé les caisses de la banque centrale à cause de politiques monétaires infructueuses et d'avoir plongé le pays dans une crise économique sans fin, aggravée par la pandémie du coronavirus et, plus récemment, par l'invasion de l'Ukraine. En mai

par l'agence nationale des statistiques était estimé à 73,5%, bien qu'un groupe d'économistes ait fait valoir qu'il se situerait en réalité au-dessus des 160%. Erdogan, au pouvoir depuis 2003,

dernier, le taux d'inflation annoncé

cherche à regagner en popularité en vue des des élections présidentielle et législatives prévues en juin 2023. Et pour cause, son Parti de la justice et du développement (AKP) a glissé pour la première fois sous la barre des 30% des intentions de vote au mois de mai, contre 34,1 % a la meme période il y a un an. Le président turc est lui-même concurrencé par trois figures encartées au CHP, principale formation d'opposition. Selon de multiples enquêtes d'opinion menées au cours des derniers mois, ils l'emporteraient tous sur Erdogan à la présidentielle si l'élection avait lieu maintenant.

En même temps, il n'hésite pas à faire usage de moyens autoritaires pour éliminer ses adversaires en intentant des procès à ses opposants afin de les mettre sur la touche. Cette stratégie a commencé avec l'incarcération en 2016 de Selahattin Demirtas, ex-coprésident du HDP, candidat contre Erdogan en 2014 et en 2018 depuis sa prison.

Solidarité avec les démocrates et progressistes en Turquie face à l'autoritarisme toujours continu du gouvernement d'Erdogan!

Joe Daher

Article paru dans le nº 407 de solidaritéS (Suisse)

omme chaque mois de juin, les entreprises capitalistes nous font croire qu'elles sont du côté des LGBTI à coups de produits ciblés et de publicités en arc-en-ciel: après tout les personnes LGBTI sont des consommateurs et consommatrices comme les autres! Pourtant, c'est bien ce même système capitaliste qui s'est construit sur la famille hétérosexuelle comme norme dominante, ce qui lui permet la division de genre des tâches et du travail, ainsi que la reproduction de la force du travail. Bien qu'il tente de nous faire croire à une égalité factice dans une partie des pays occidentaux, c'est toujours ce système qui maintient son attachement à l'ordre moral, à la division de genre et à l'hétérosexualité comme norme. Les agressions et meurtres LGBTI sont en augmentation ces dernières années. Le Brésil – dont le président Jair Bolsonaro multiplie les prises de position LGBTIphobes – compte le plus grand nombre d'agressions. En Floride, la loi «Don't Say Gay», adoptée par le gouverneur républicain Ron DeSantis, entrera en viqueur le 1er juillet prochain. Cette loi vise à interdire tout discours et question relative à l'orientation sexuelle ou identité de genre au sein d'établissements scolaires. Du côté de la Hongrie, le pays a adopté une loi similaire en juin 2021, interdisant tout mode de représentation LGBTI à l'attention des mineurEs. En France, le candidat du parti d'extrême droite Reconquête, Éric Zemmour, défendait les mêmes idées. La progression du Rassemblement national, que ce soit à l'élection présidentielle ou aux législatives, est un risque concret pour toutes les personnes LGBTI. Les discours LGBTIphobes. sexistes et racistes de l'extrême droite ont en outre réussi à être de plus en plus présents dans le débat public.

La réélection d'Emmanuel Macron n'est pas non plus bon signe pour nos communautés, déjà largement touchées par la crise sanitaire et la casse sociale engagée lors du précédent quinquennat, qui laisse en fonction des ministres accusés de viol et/ ou affichant publiquement leur attachement avec La Manif pour tous, à l'image du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. Ce climat pesant qui menace les droits LGBTI est un terreau favorable pour la montée de l'extrême droite à travers le monde. Les Prides de cette année sont une nouvelle occasion de créer des mouvements forts au sein de nos communautés et en lien avec le mouvement ouvrier, afin de faire entendre haut et fort ce message plus que vital: l'extrême droite est la pire ennemie des LGBTI.

Dossier coordonné par la Commission LGBTI



FACE À MACRON, LES LGBTI CONTRE-ATTAQUENT!

Les élections présidentielle et législatives sont passées, et Macron est reparti pour un mandat avec une majorité relative. Sa politique de casse sociale va donc continuer, avec en ligne de mire sa contre-réforme emblématique: la retraite à 65 ans ou encore celle du chômage.

ans ce contexte de destruction de nos conquis sociaux, les LGBTI sont particulierement exposeEs car nous faisons partie des travailleurEs les plus précariséEs. Rupture familiale, discriminations sélectives, outing qui plombe l'évolution professionnelle ou éducative, inégalités au travail accrues... Autant de raisons qui rendent plus difficile l'accès aux études et à l'emploi pour nous les trans, les gouines et les pédés. Les LGBTI n'ont rien à gagner ni à attendre de la politique néolibérale que nous prévoit le gouvernement d'Élisabeth Borne.

Les luttes LGBTI sont des luttes sociales

En s'attaquant une fois de plus aux acquis sociaux, le gouvernement s'attaque concrètement aux conditions matérielles de vie des LGBTI. Les gays en couple ont en effet deux fois plus de risque de perdre leur emploi¹, les lesbiennes en couple touchent des salaires moins élevés que les couples hétérosexuels et, de fait, des retraites moins importantes. Enfin, les trans sont plus fortement touchés par le chômage ² et les discriminations au travail, rendant ainsi les LGBTI particulièrement vulnérables dans un contexte d'austérité.

Les capitalistes ne sont pas, et ne seront jamais, nos alliés dans l'amélioration de nos conditions matérielles. Car quand on est trans, il nous faut une sécurité sociale intégrale pour rembourser nos frais de transition. Quand on est gouine, on doit avoir accès à des services publics de qualité pour faire une PMA à l'hôpital. Quand on est LGBTI, il est nécessaire de bénéficier d'un revenu minimum sans condition pour faire face au rejet familial. En résumé, les luttes LGBTI sont des luttes sociales et doivent être pensées comme telles.

Par ces principes et son histoire, le NPA a toujours cherché l'articulation de tous les mouvements sociaux, ce qui inclut bien sûr ceux des LGBTI. Il est utile de rappeler que la LCR fut le premier parti politique à avoir une «Commission nationale homosexuelle» en 1976. Et que la rédaction de Rouge, ancêtre de notre journal l'Anticapitaliste, a ouvert ses colonnes aux «Groupes de libération homosexuelle». Ou bien encore que notre regretté camarade Alain Krivine fut le premier candidat à la présidentielle à se rendre à une marche des fiertés.

Un Pôle des luttes à la Pride de Paris

Fort de cet héritage, la commission LGBTI du NPA travaille à la construction, au sein du mouvement LGBTI, d'un cadre unitaire d'opposition aux politiques néolibérales. Pour la seconde année consécutive, elle fera partie du Pôle des luttes dans la Pride de Paris samedi 25 juin. Aux côtés de camarades d'autres organisations, nous marcherons pour l'avancée de nos droits, dénoncer l'instrumentalisation qu'en fait

LREM et pour affirmer que les LGBTI sont pleinement concernéEs par la lutte des classes. Nous manifesterons de la Porte dorée à République et nous vous invitons, camarades, à nous rejoindre massivement et qu'ensemble nous fassions vivre cette devise qui nous est chère: faire de chacunE les luttes de touTEs!

Tiphaine Morier et Romain Houzet

1 – Thierry Laurent et Ferhat Mihoubi «Orientation sexuelle et écart de salaire sur le marché du travail français: une identification indirecte», Économie et statistique, année 2013, pp. 97-134. En ligne sur https://www.persee.fr/doc/ estat_0336-1454_2013_num_464_1_10231 2 – «L'enquête des socioloques Karine Espineira et Arnaud Alessandrin, Sociologie de la transphobie (MSHA, 2015), révèle que 17,5% des personnes trans seraient au chômage et 19.5% au RSA, des taux supérieurs à la moyenne des Français. Ils seraient également 33% à avoir subi une "discrimination dans l'emploi au cours des douze dernières mois" et 28% à avoir vécu une "situation de déprise professionnelle" (licenciement, abandon de poste, mise au placard).» (Têtu, décembre 2020)

LA SANTÉ: UN ENJEU VITAL POUR LES TRANS-PÉDÉS-GOUINES

En termes de santé publique, les LGBTI sont une population clé: de l'épidémie de VIH-sida à celle de la variole du singe (Monkey Pox) en passant par la crise du Covid-19, sans oublier la santé mentale (anxiété, dépression, tentatives de suicide), les LGBTI sont surexposéEs.

uarante-quatre pour cent des personnes séropositives en France sont des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes (HSH). Les femmes trans (MtF) sont 66 fois plus à risque d'infection au VIH que le reste de la population¹ notamment les femmes trans racisées. Concernant la santé mentale, dont on a beaucoup parlé ces deux dernières années, la moitié des trans souffrent de dépression, un tiers d'anxiété et près de 30 % des LGBTI ont des problèmes d'addiction ². Près de 40 % des trans³, 2% des gays et 3% des lesbiennes 4 font une tentative de suicide au cours de leur vie. Les LGBTIphobies restent la première cause de suicide à l'adolescence.

Le capitalisme nous rend malades

On peut expliquer ces très grandes inégalités face à la santé par plusieurs éléments: tout d'abord, la marginalisation des communauté des LGBTI et la violence du système capitaliste. Tous les effets concrets que subissent les personnes LGBTI de par leur oppression ont des conséquence sur la santé: ruptures familiales, sans-abrisme, discriminations à l'embauche et/ ou au logement, recours au travail du sexe, isolement, agressions, violences psychologiques, physiques et sexuelles, coûts exorbitants des parcours de transition. Pour autant, alors que nos communautés sont surexposées, l'accès aux soins est précaire: nombreux sont les praticiens ayant des préjugés, refusant le soin, non-formés aux besoins spécifiques des LGBTI, en particulier trans et intersexes. Ces dernierEs sont mutiléEs à la naissance pour les normaliser, sans nécessité médicale. Les politiques de santé publique en termes d'IST (dépistage, campagnes de sensibilisation, ouverture de centres CeGIDD⁵, accès à la PrEP et au TPE 6...) sont largement insuffisantes. Les transitions sont mal

remboursées, les chirurgienEs régulièrement payéEs en liquide. Le manque de praticienEs forméEs et la difficulté d'accès aux traitements conduisent souvent les trans vers l'automédication et les hormones artisanales, ce qui présente des risques pour leur santé en plus de les éloigner des parcours de soin. L'expertise endocrinologique développée n'est pas sans rappeler les pratiques de patientEs-expertEs déjà courantes à Act-Up dans les années sida, où les séropositifEs étaient forcéEs de s'auto-former à leur maladie et leurs traitements, symptôme des lacunes du corps médical.

Aggravation dans la crise du Covid

Ces dernières années, les mesures anti-covid ont été pensées sur le modèle de la famille bourgeoise hétérosexuelle. Rien n'a été fait pour les prostituées : les seules aides ont été portées par des associations. C'est une association trans qui a organisé un fonds d'urgence et des distributions alimentaires pour les aider à survivre. Rien n'a été fait pour les mineurEs LGBTI, confinéEs dans des familles souvent violentes. Rien non plus pour lutter contre l'isolement des LGBTI, dont la sociabilité repose bien plus sur les lieux communautaires que sur le travail ou la famille. La situation de crise sanitaire a repoussé

les personnes trans et les séropos hors du cadre médical. Les soins de santé (personnes trans, séropos) ont été reportés.

Tout cela nécessite plus que jamais un véritable service public de la santé: socialisation de l'industrie pharmaceutique, accès universel à la sécurité sociale, 100% et tierspayant généralisés, interdiction des dépassements d'honoraires et recrutements massifs de personnels. C'est un enjeu vital.

Adèle Lipfés

1 – Krishen Samuel, «Trans women 66 times more likely to have HIV, with trans men nearly 7 times more likely, global analysis finds», mars 2022. En ligne sur https://www.aidsmap.com/news/mar-2022/trans-women-66-times-more-likely-have-hiv-trans-men-nearly-7-times-more-likely-global.

2 – American Addiction Centers, «Transgender and Addiction», juin 2022, en ligne sur https://americanaddictioncenters.org/ lgbtgjapk-addiction/transgender.

3 – Ashley Austin, Shelley L. Craig, Sandra D'Souza, Lauren B McInroy, «Suicidality Among Transgender Youth: Elucidating the Role of Interpersonal Risk Factors», avril 2020. 4 – National Institute of Health, «Researchers find disparities in suicide risk among lesbian, gay, and bisexual adults», 9 novembre 2021, en ligne sur https://www.nih.gov/news-events/news-releases/researchers-find disparities-suicide-risk-among-lesbian-gay-

bisexual-adults.
5 – Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic.

6 – Traitements préventifs contre le VIH.



LA NÉBULEUSE ANTI-TRANS, ENTRE RÉACS ET PSEUDO-FÉMINISTES

En France comme partout dans le monde, les mouvements anti-trans s'organisent. Qui sont ces militants et quelles stratégies ont-ils pour imposer la « auestion trans » dans le débat public?



n février 2020, Marianne publie une tribune intitulée « Trans : suffit-il de s'autoproclamer femme pour être considéré comme telle?» On y lit que l'oppression des femmes s'explique par la biologie, que les femmes trans ne sont pas des femmes, et les signataires de la tribune exigent qu'elles soient exclues des espaces féminins. En réponse, une tribune 1 initiée par Toutes des femmes réunit la grande majorité du mouvement féministe contre la transphobie et pour dire que les luttes trans sont des luttes féministes.

L'argument de la « protection des enfants » Outre le fait de faire croire qu'elles

sont une menace pour les femmes cis, l'altérisation des personnes trans passe aussi par le fait de présenter la transidentité comme une «épidémie». C'est ce que font des groupes comme «l'Observatoire de la petite sirène » ² des psychanalystes Céline Masson et Caroline Eliacheff. À l'encontre du consensus médical établi de longue date, ces groupes

présentent les thérapies fondées sur l'acceptation de la transidentité comme un phénomène de mode dangereux pour les enfants et les jeunes. Leurs arguments ont été repris par des députés de droite pour défendre les «thérapies » visant à «convertir » les enfants trans en enfants cis. Ces militantEs avancent masqués, en prétendant protéger les enfants et appeler à la prudence. Lorsque leurs propos sont critiqués, ils accusent les « transactivistes » de violence et de «cancel culture». Ainsi, Masson et Eliacheff disent res-

pecter les personnes trans, mais

écrivent que la transidentité est

une « mystification collective »,

symptomatique d'une « crise de

Vraies transphobes, fausses féministes

la rationalité » 3.

L'activisme anti-trans se déploie aussi dans des milieux «féministes ». Dans le but de cliver les organisations autour de la «question trans », ces groupes ont pour tactique de perturber les manifestations ⁴ pour mettre en scène un antagonisme entre les «transactivistes» et le mouvement féministe/LGBTI. Se prétendant défenseurs des femmes, ils finissent par attaquer les structures féministes jugées «pro-trans», en appelant à couper les subventions du Planning familial⁵ ou dégradant les locaux de la Maison des femmes de Montreuil⁶.

Ces « féministes » font le jeu des réacs, ennemis des femmes, et collaborent parfois formellement avec eux⁷. En France, elles militent aux côtés de masculinistes, d'anciennes de LMPT, etc., au sein de l'Observatoire de la petite sirène. Leur transphobie va souvent de pair avec l'islamophobie, expliquant le soutien de *Marianne* ou du *Figaro*, journaux pourtant antiféministes.

Le rôle de la transphobie est d'éviter que des individus ne brouillent par leurs transitions la prétendue naturalité de la hiérarchie sociale entre hommes et femmes. En réaffirmant la fixité du genre, on prétend que les destins de chacun sont déterminés par la biologie. Les attaques contre les personnes trans servent de cheval de Troie à celles contre les femmes et les LGBTI.

Polinka et Sally Brina

1 – En ligne sur:

https://toutesdesfemmes.fr/tribune/

2 – Des critiques sont disponibles sur: http://petitesirene.org/

3 – La Fabrique de l'enfant transgenre, éditions de l'Observatoire, 2022, p. 89 et p. 91.

4 – On peut citer par exemple l'agression subie par des femmes trans lors de la pride de Paris, en 2021.

5 – La Petite Sirène, «Le Planning familial doit renoncer au "lexique trans"», Marianne.fr, 11 janvier 2022. En ligne sur:

https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/le-planning-familial-doit-renoncer-au-lexique-trans.

6 – https://www.facebook.com/ MaisondesFemmesdeMontreuil/ posts/5180018072093746

7 – Voir par exemple, sur les alliances entre «féministes» transphobes et conservateurs dans les pays anglo-saxons: Katelyn Burns, «The rise of anti-trans "radical" feminists, explained», vox.com, 5 septembre 2019. En ligne sur: https://www.vox.com/identities/2019/9/5/20840101/terfs-radical-feminists-gender-critical.

RENCONTRE AVEC DES MILITANT·E·S UKRAINIEN·NE·S DES DROITS HUMAINS

Depuis la première Marche des fiertés de Kiev en 2012, petite et menacée, le mouvement pour l'égalité LGBTQI en Ukraine n'a cessé de croître, explique **Edward Reese**, militant non binaire qui s'est réfugié au Danemark quand la guerre a éclaté.

année dernière, nous avons organisé des marches des fiertés à Kiev, ainsi qu'à Odessa et même dans les régions de Donetsk et Louhansk. Nous essayons d'impliquer tout le pays et de travailler avec une diversité de groupes LGBTQI et féministes ».

La guerre a causé des problèmes spécifiques

Avant l'invasion russe, le mouvement LGBTQI en Ukraine se concentrait sur l'introduction d'une loi sur les crimes de haine qui offrirait de meilleures protections juridiques à la communauté.

«Il existe plusieurs groupes transphobes et homophobes qui sont très liés à la Russie, à l'Église et à l'extrême droite», déclare-t-iel. «Et, de temps en temps, en particulier autour des élections, ils deviennent très actifs. J'espère que nous pourrons recommencer à travailler sur cette loi après la victoire.»

La guerre a causé des problèmes spécifiques à la communauté LGBTQI en Ukraine. Les femmes trans qui n'ont pas de reconnaissance légale de leur genre ont eu du mal à quitter un pays où tous les jeunes considérés comme hommes sont confrontés à la conscription. Reese est également préoccupé par le bien-être des personnes LGBTQI qui peuvent être confrontéEs à la discrimination et aux préjugés dans le foyer familial et qui sont désormais obligées de vivre avec leur famille.

«L'organisation "Pride" organise des activités pour les soutenir», déclare-t-iel. «Nous offrons un soutien psychologique à ceux qui sont contraints de demeurer dans des situations difficiles et qui sont séparés de ceux qu'ils aiment.»

«Nous marcherons à nouveau ensemble dans les Marches des fiertés»

Depuis le début de la guerre, un certain nombre de personnes LGBTQI ont subi des violences.

«Le 14 avril 2022, la défenseuse des droits humains Olena Shevchenko a été attaquée à coup de gaz lacrymogène dans les rues de Lviv par deux inconnus alors qu'elle apportait de l'aide humanitaire. Ils s'en vantaient dans les groupes d'extrême droite sur les réseaux sociaux. Mais cette attaque a mal été perçue par l'opinion publique, notamment parce que la population la considérait comme aidant les personnes dans le besoin. Cette attaque aurait été perçue comme un acte de folie avant la guerre. Le faire pendant une guerre est encore plus fou.» Reese pense qu'il y a de l'espoir pour l'avenir de la communauté, notamment parce que l'homophobie et la transphobie sont désormais si étroitement associées à la Russie et au régime de Vladimir Poutine. «Je sais qu'une grande partie de la haine LGBTIphobe disparaîtra parce qu'on est face à la Russie, c'est la politique "nazie" russe, et les gens lui tourneront le dos. Les personnes LGBTQI sont des soldats, nous nous battons pour notre pays et lorsque la victoire viendra, nous marcherons à nouveau ensemble dans les Marches des fiertés.»

Sian Norris, traduction Tarik Safraoui

Article original: https://bylinetimes. com/2022/04/27/this-war-shows-its-veryfragile-to-rely-on-force-meet-ukraines-human rights-activists/ Sur Olena Shevchenko: https://www.

Sur Olena Shevchenko: https://www. frontlinedefenders.org/fr/case/womanhuman-rights-defender-olena-shevchenkotear gassed-lviv



PAYS BASQUE Bataille pour la reconnaissance de la langue basque

Un bras de fer avec l'État et le pouvoir macronien.

e 15 juin, au moment des épreuves du bac, le collectif Azterketak Euskaraz (examens en langue basque) a entamé une mobilisation, bloquant l'inspection académique de Bayonne. Il s'agissait de dénoncer le non-respect par le ministère de l'Éducation nationale d'une convention et d'une circulaire permettant que les élèves des écoles en immersion Iskatola (en langue basque) de passer plusieurs épreuves du brevet et du bac dans leur langue.



Une lutte de longue haleine

Le pouvoir a répondu comme il sait le faire face aux revendications du mouvement social ou politique, à savoir par la répression: à la demande de la rectrice de l'académie de Bordeaux, les «forces de l'ordre» sont intervenues pour dégager les dizaines de manifestantEs, parents d'élèves et enseignantEs de Seaska (la fédération des écoles basques), physiquement et à coup de gaz lacrymogène. La colère est alors logiquement montée d'un cran et les manifestantEs ont réussi à pénétrer dans le bâtiment qui a été occupé durant quatre jours et trois nuits.

Cette occupation a été levée volontairement par le collectif militant le samedi 18 juin, tout en exprimant clairement sa détermination pour la continuité du mouvement. Un courrier a été envoyé au nouveau ministre de l'Éducation Pap Ndiaye, exigeant le respect des accords, qu'une solution soit mise en place immédiatement, malgré les délais très courts, pour que les élèves puissent donc passer les épreuves de cette année en langue basque. En parallèle, plusieurs dizaines d'enseignantEs refusent de corriger les copies, malgré les menaces de sanction, tant que le gouvernement ne donnera pas son autorisation.

Ces actions militantes s'inscrivent dans une mobilisation profonde et très populaire en Pays basque nord. Le 8 mai a eu lieu, autour du lac de Saint-Pée-sur-Nivelle, une initiative annuelle, Herri Urrats, à la fois une grande fête et un moment revendicatif en défense de la langue basque, qui avait regroupé encore plusieurs dizaines de milliers de personnes. L'argent récolté sert à financer la construction et l'entretien d'écoles, de collèges et de lycées Iskatola. Et cette année justement, Herri Urrats était marquée par la mobilisation pour le passage des examens en langue basque et déjà contre la politique répressive du pouvoir macronien. Voilà donc une bataille qui devrait se renforcer d'autant plus que le gouvernement sort fragilisé des élections législatives. Alors c'est bien le moment de se mobiliser.

Philippe Poutou

l'Anticapitaliste la revue Le nº 135 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros

à l'ordre de NSPAC

l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

POITOU-CHARENTES Sur l'autoroute de la catastrophe écologique

Comme dans d'autres régions de France, nous venons de vivre une période caniculaire exceptionnelle sur le centre-sud-ouest de la France, avec des thermomètres dépassant les 40°C dans de nombreux départements.

our un mois de juin c'est inédit. Une canicule printanière, cela n'a rien de

Une sécheresse historique

En Poitou-Charentes, une sécheresse historique est à l'œuvre. Le Mignon, rivière des Deux-Sèvres, était déjà partiellement à sec au mois de novembre dernier. En Charente, l'Aume, la Couture, la Bonnieure, sont très basses. Dans la Vienne, le Clain est dangereusement bas. Cela est le fruit de plusieurs facteurs, dont un manque criant de pluie. Mais c'est aussi précisément dans ces départements que des méga-bassines, des énormes retenues d'eau à ciel ouvert, sont déjà implantées. C'est ici aussi que des dizaines de projets d'autres bassines sont en route. Une bassine, c'est environ 10 stades de foot (10 hectares) sur 15 mètres de profondeur. Autant dire qu'il est impossible qu'elles soient remplies par l'eau de pluie. Il faut donc pomper dans les nappes pour les remplir... Une bassine c'est une privatisation d'un bien commun, l'eau, pour le bénéfice de quelques agriculteurs céréaliers, et le tout financé à 70-80 % par de l'argent public (une bassine coûte environ 1 million d'euros).

Nos départements du Poitou et des Charentes sont détériorés par l'agriculture intensive et les mégaprojets inutiles comme la LGV SEA qui a détruit forêts, mares, ruisseaux... La Vienne et la Charente sont également traversés par la RN10 qui, gratuite, est empruntée par des milliers de camions chaque jour (10 000 camions traversent la Charente tous les jours et 25 000 véhicules en tout d'après la Charente Libre). Dans le même temps, le réseau ferroviaire continue d'être cassé, notamment la ligne Angoulême-Limoges qui



a été fermée. Tous les ingrédients sont réunis (pollution chimique, gaz à effet de serre, captation de l'eau, agriculture intensive et peu diversifiée, pollution sonore...) pour un cocktail explosif.

Incendies, orages...

Les records de chaleur sont arrivés alors qu'il faisait déjà chaud depuis quelque temps. Dans la Vienne, cela a créé un risque d'incendie « le plus haut niveau jamais atteint pour un mois de juin » d'après Centre-Presse. Avec 38,8 °C à Cognac (16), on frôle le record absolu de chaleur dans la même ville, 40,3°C, atteint en... 2019. Les conséquences ne se sont pas fait attendre: pas moins de 40 hectares de champs, sousbois, haies, brûlés en Charente à l'heure où ces lignes sont écrites. À Saint-Amant-de-Boixe, 24 hectares sont partis en fumée. C'est une première. La forêt de la Boixe (2000 hectares), extrêmement sèche elle aussi, a été épargnée. Mais jusqu'à quand? Dans la Vienne, 26 hectares ont brûlé le 18 juin d'après la Nouvelle République, avec des embrasements dans 15 localités différentes. Dans les Deux-Sèvres, 13 feux ont été décomptés le 14 juin et 15 feux le 17 juin. En 2022, dans les Deux-Sèvres, 141 feux ont déjà été enregistrés contre 256 sur l'ensemble de l'année dernière (c'était une « petite » année) et 402 en 2020. Sachant que nous ne sommes toujours pas en été, il y a de quoi être très inquiets. Les agriculteurEs sont eux et elles aussi ennuyés car des céréales brûlent même si parfois les feux ne concernent que de la paille restée après la

Mais la question des incendies n'est qu'un élément. Le 5 juin dernier, nos départements ont enfin pu bénéficier d'un peu d'eau de pluie... mais sous forme de glace. Des orages violents se sont abattus sur les Deux-Sèvres, les Charentes, la Vienne, l'Indre... Dans certaines coins, des champs entiers ont été massacrés. Y compris des vignobles, notamment dans le Nord-Vienne. Et il y a fort à parier que les chaleurs du moment donneront lieu à d'autres orages, d'autres dégâts, et aussi à des inondations puisque l'eau ne s'infiltre plus dans un sol devenu dur et sec, avec de moins en moins d'arbres, de zones humides...

Trop tard pour être modérés!

Daniel Tanuro le dit avec humour et justesse: «Traditionnellement, si on peut dire, on avait des canicules estivales. Dorénavant, nous avons aussi des canicules printanières et automnales. Pour la canicule hivernale, attendre encore quelques décennies. Rien d'impossible sous le capitalisme!» Ce que nous vivons ne tombe pas du ciel. Nous l'avons vu ci-dessus via des exemples concrets. Dans notre région nous pouvons rappeler d'autres projets délirants, comme la ferme-usine de 1200 taurillons à Coussay-les-Bois (86) qui va elle polluer les nappes phréatiques abreuvant des milliers d'habitantEs, en plus de maltraiter des animaux pour produire une viande de piètre qualité. Nous pouvons aussi citer Imagiland à La Couronne (16) qui va bétonner une zone humide essentielle à quelques kilomètres d'Angoulême, pour faire du fric dans un parc d'attraction. À tous ces exemples, il y a un point commun: le capitalisme. L'urgence n'est pas dans la demi-mesure. En réalité, il est trop tard pour être modérés. Il faut sortir du capitalisme et concrètement exproprier toutes ces entreprises polluantes et modifier le fonctionnement de la société. Si un retour en arrière semble improbable niveau climat, il est possible de limiter la casse en allant, pour le sujet qui nous concerne ici, vers une paysannerie bio, locale, des plus petites parcelles, avec des arbres, de l'humidité, avec une diversification des cultures, des cantines bios et gratuites, des transports doux, collectifs, gratuits... Une politique écologique qui n'est pas anticapitaliste, ça revient à planter du maïs dans le désert, sans source d'eau à proximité. Sauf que ce désert il est en train de se profiler, ici. Agissons et vite!

Alexandre Raquet

ARGENTEUIL Grèves du secteur du transport

Le dépôt de bus d'Argenteuil Boucles de Seine entre dans la ronde. Il faudra que les travailleurEs du secteur se tendent la main pour faire danser les patrons.

es jeudi 16 et vendredi 17 juin, les conducteurEs du dépôt de bus d'Argenteuil Boucles de Seine, actuellement géré par Keolis, se sont mis massivement en grève. À leur tour, ils et elles ont exprimé le ras-le-bol qui touche tout le secteur à l'échelle du territoire – un 13 h de TF1 faisait récemment part des difficultés d'embauche de la profession.

Cadences augmentées à prix réduits

Car les conditions de travail sont quasi systématiquement ingrates: levés les premiers pour conduire les autres travailleurEs. et couchés les derniers, certainEs ont par exemple des journées de travail avec une amplitude



extrême. « On est à la maison quand les enfants sont à l'école, et au travail quand les enfants sont à la maison!» Et les salaires ne suivent pas, pas même l'inflation. Le mécontentement est donc global, et ce n'est rien de dire que

l'ouverture à la concurrence en Île-de-France n'a rien arrangé. Si à Boucles de Seine, c'est Keolis qui a remporté l'appel d'offre sur Transdev, ce n'a pas été au prix d'une amélioration du service ou des conditions de travail. Les airigeants des grands groupes promettent en effet des cadences augmentées à des prix réduits, mais surtout sur le papier, pour décrocher les contrats. Ensuite sur le terrain, la réorganisation avec moins de moyens ne peut qu'entraîner une baisse de la qualité de service, que les conducteurs sont les premiers à subir. Il ne s'agit donc pas de faire porter le chapeau à tel exploitant plutôt qu'à tel autre. La prétendue concurrence entre les trois géants du secteur (RATP Dev, Transdev et Keolis) est en fait une stratégie commune pour tirer vers le bas les conditions de travail et salaires. Pour battre les patrons qui s'entendent entre eux et contrecarrer leur stratégie du dépôt par dépôt, il faudra que les nombreux mouvements, pour l'instant isolés. se coordonnent à la base dans de nouvelles journées de grève. Correspondants

FRAUDE FISCALE

McDonald's paye sa tranquillité!

Un milliard deux cent quarante-cinq millions d'euros, c'est donc la folle somme que McDonald's vient d'être condamné à payer à l'État français pour éviter d'être poursuivi au pénal pour fraude fiscale.

enquête aura duré plus de cinq ans et a été lancée à la suite d'une plainte de la CGT pour « blanchiment de fraude fiscale en bande organisée ». C'est donc dans le cadre d'une convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) que l'affaire se termine, et en acceptant de sortir le chéquier McDonald's évite ainsi la condamnation et aucun de ses dirigeants n'est inquiété.

La fraude a pourtant été reconnue et les mécanismes financiers mis en place par le géant de la « malbouffe», qui consistaient à rendre ses restaurants déficitaires par le biais de ses filiales internationales pour ainsi échapper à l'impôt sur les sociétés, ont été établis. Ce sont pas moins de 469 millions d'euros qui, de 2009 à 2020, auraient ainsi échappé aux caisses de l'État.

Une fraude démontée grâce aux salariéEs

En signant cette convention judiciaire d'intérêt public, McDonald's et l'État ne permettent pas aux salariéEs de se constituer partie civile: il est elles sont donc totalement exclus de cet accord. Et pourtant, c'est en 2013, lorsque la CGT est devenue majoritaire dans une filiale française du groupe que tout commence. Au vu du chiffre d'affaires et des ouvertures de nouveaux restaurants, montrant ainsi



une très bonne santé financière, la CGT demande des augmentations de salaires et des primes d'intéressement. Mais la direction lui envoie une fin de non-recevoir au vu des mauvais résultats de l'entreprise. Suite à un rapport élaboré par une coalition de syndicats européens et américains, les syndicats des restaurants de l'Ouest parisien demandent une expertise comptable qui établira très vite des incohérences. Suite à cela, la CGT portera plainte en 2015 pour fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale auprès du procureur de Versailles, puis auprès du parquet national financier (PNF). L'enquête était lancée. Outre le manque à gagner pour les recettes de l'État, cette fraude a permis à McDonald's de ne pas distribuer, pendant des années, à ses 75 000 salariéEs, les primes d'intéressement estimées à un peu moins de 1000 euros par an et par salariéE. Sans oublier les aides publiques versées...

Un gros chèque mais un système qui s'en sort indemne

Selon de nombreux commentateurs, la somme payée par McDonald's est inédite. Certes. Si les conventions judiciaires d'intérêt public se développent - souvenons-nous de celle de Google d'environ 500 millions d'euros en 2021, elles ne règlent en rien la fraude fiscale ni l'évasion fiscale qui est estimée par entre autres - Solidaires Finances publiques à une somme de 80 à 100 milliards par an. Par ailleurs, elles ne permettent aucune condamnation et donc laissent le champ libre à la fraude. En effet, les fraudeurs fiscaux devraient être sanctionnés par des peines qui correspondent aux sommes détournées pour mettre fin au scandale qui punit plus le voleur de moto que celui qui détourne des millions (et ses complices). Pour combattre ces pratiques, il faudrait une tout autre politique qui augmenterait le nombre d'emplois des agentEs en particulier aux finances publiques, supprimerait le secret bancaire, permettrait l'ouverture des comptes... Bref, une politique qui s'attaquerait à la propriété privée, à la puissance des plus riches.

Joséphine Simplon

MINEUR-E-S ISOLÉS

Pas de trêve électorale pour l'infamie

Une fois de plus, les menaces les plus araves pèsent sur les MNA (mineurEs étrangers isolés) dont certainEs risquent la rue et l'expulsion alors même qu'elles et ils sont encore scolarisés à Quimper.

e conseil départemental du Finistère, arguant de l'improbabilité du statut de mineur de 14 d'entre eux, alors même que les travailleurEs sociaux du département ne doutent pas de leur minorité et qu'une décision de justice n'a pas été prise par le juge pour enfants, a décidé de les mettre à la rue dans la semaine à venir.



« Nous ne pouvons nous résigner face à cette politique migratoire»

Déjà en novembre, en janvier, en mars... nous manifestions devant le conseil départemental. Ce jeudi 16 juin, avec associations de soutien, syndicats et partis dont le NPA, étions plus de 200 à avoir, du tribunal au conseil départemental, manifesté pour réclamer la justice et l'humanité, en scandant « Ni un ni deux... mineurs à la rue », « Droit de circulation et d'installation », « Des papiers pour toutes et tous ». Comme l'a souligné avec force un représentant de l'association Temps partagé: « Nous ne pouvons nous résigner face à cette politique migratoire où il y aurait d'un côté les bons étrangers et de l'autre les mauvais, qui n'ont rien fait d'autre que de naître dans un pays en proie aux désordres géopolitiques, économiques, écologiques... Comment ne pas faire un parallèle avec la politique migratoire à l'échelle nationale, politique migratoire elle-même sanctionnée par différentes instances. » Et de rappeler que « la France est un des pays européens qui délivre le moins de titres de sejour au prorata de sa population. L'Etat et l'Union européenne dépensent, via nos impôts, beaucoup plus pour refouler les exilés que pour leur intégration, Depuis 2004, le budgets de Frontex a été multiplié par 17 ».

Contre l'infamie et l'injustice, Résistons!

Cette résistance est d'autant plus nécessaire que les institutions départementale comme nationale ne cessent de prendre des mesures indignes et inhumaines à l'égard des jeunes et des réfugiéEs.

Alors qu'à Quimper, la crise de l'accès au logement est patente, on met des jeunes et des familles à la rue et, malgré la décision de justice et le sursis de deux mois qui a été accordé, la préfecture attaque de front un lieu autogéré et alternatif, «la RADE», qui depuis plusieurs mois accueille et abrite des personnes non hébergées par l'accueil d'urgence.

Le droit au logement, la reconnaissance du statut des mineurEs, la régularisation de touTEs les sanspapiers sont des droits fondamentaux qui exigent notre mobilisation et l'interpellation, bien évidement, des éluEs locaux, de la préfecture et des candidats aux élections législatives.

Assez de promesses... des actes maintenant et tout de suite!

Correspondant

ÉDUCATION NATIONALE La contractualisation contre le service public

Dans l'éducation nationale, la contractualisation est au cœur du projet macroniste pour l'école. L'annonce de la généralisation de l'expérimentation marseillaise, avec un mode de recrutement des enseignantEs interne aux établissements, la valorisation des cités éducatives et des contrats locaux d'accompagnement (CLA) le démontrent.

a logique est de subordonner les moyens humains et financiers aux résultats à des évaluations des établissements ou des élèves. Ce pilotage par les résultats s'appuie sur d'autres leviers: participation de la nierarchie, notamment celle nouvellement créée dans le primaire, au recrutement, multiplication des postes à profils pour s'assoir sur les règles des mutations...

Une école à plusieurs

Cette conception de l'éducation a deux conséquences. Premièrement, mettre en concurrence les établissements qui voudront répondre aux mieux aux demandes pour bénéficier de moyens. Et par conséquence mettre sous tutelle la liberté pédagogique des enseignantEs. Deuxièmement, mettre en concurrence les personnels entre elles et eux. En changeant la conception des dotations, le ministère avance un peu plus dans un démantèlement total de l'Éducation nationale et la création d'une école à plusieurs vitesses.

À cela s'ajoute la réforme de la formation initiale des enseignantEs. Elles et ils doivent désormais avoir un master (bac + 5) et avoir effectué des période de stage en responsabilité, rémunérés entre 124 et 400 euros par mois selon la durée sur laquelle ils seront effectues. Enfin, un nouveau statut est créé, celui des alternants-fonctionnaires stagiaires devant les élèves pour 722 euros par mois dans des conditions qui varieront évidemment d'une académie, d'un établissement, d'une école à l'autre... Bien sûr ces futurs collègues en formation, donc sous pression permanente, remplaceront des postes de fonctionnaires qui disparaîtront. Cet empilement de statuts et de situations précaires n'a pas tant pour objectif la formation des futurs enseignantEs que l'éclatement de la cohésion des salles de profs, déjà largement mise à mal par les pratiques managériales de gestion des « ressources humaines » des rectorats.

Job dating

Pas étonnant dès lors qu'il y ait de moins en moins de candidatEs aux concours 1. Pour préparer la



rentrée, les académies déficitaires comme Versailles et Paris ont lancé des campagnes de recrutement de contractuelEs à grand renfort médiatique de « job dating ». Une demi-heure pour vérifier si unE titulaire d'un diplôme à bac + 3 peut se découvrir une vocation pour l'enseignement, en sachant qu'ensuite il ou elle devra se débrouiller pour obtenir un master (deux ans d'études) pour devenir titulaire. ContractuelEs qui se verront par ailleurs, lors de leur entretien de recrutement.

obligéEs de négocier leur salaire, puisque la rémunération sera individualisée selon le parcours de chacunE. Cela pourrait sembler ubuesque de dresser de tels parcours d'obstacles quand on se souvient d'une époque où l'École normale formait en trois ans des bachelierEs rémunérés. C'était il est vrai au siècle précédent, tellement loin des esprits innovants qui fourmillent au ministère dit de l'Éducation nationale.

Cathy Billard

1 – Voir l'Anticapitaliste nº 617 (26 mai 2022).

10 Actu du NPA



Le NPA a lancé cette année une souscription exceptionnelle au mois de mai.



INFOS PRATIQUES Deux moyens de paiement: le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à souscription.npa2009.org ◆ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques: avant le 31 décembre 2022 à minuit. ◆ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

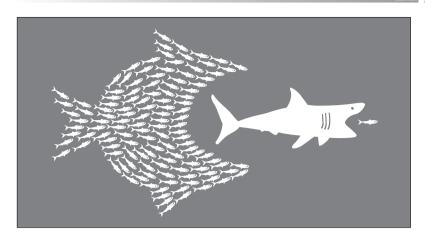
MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable. ◆ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ◆ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ◆ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent ∙e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7500 euros. ◆ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. • Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ◆ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ◆ Les personnes ne respectant pas la legislation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ◆ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à: NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

<u></u>			
NOM			
_			
PRÉNOM			
ADRESSE			
CODE POSTAL	VILL	Ε	
MONTANT	€		

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à unE militantE ou à envoyer à: **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG ~ NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG

14^e université d'été du NPA



RDV à Port-Leucate!

La 14^e université d'été du NPA se déroulera, cette année encore, au village vacances Rives des Corbières de Port-Leucate. Rendez-vous du 21 au 24 août (accueil à partir du samedi 20 dans l'après-midi, départ le jeudi 25 après le petit-déjeuner).

TARIFS PAR PERSONNE (PENSION COMPLÈTE)

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800€	124€
entre 800 € et 1000 €	144€
entre 1000€ et 1220€	168€
entre 1220€ et 1320€	200€
entre 1320€ et 1420€	224€
entre 1420€ et 1720€	264€
entre 1720 € et 2020 €	300€
entre 2 020 € et 2 520 €	320€
entre 2520€ et 3000€	356€
entre 3 000 € et 3 500 €	396€
entre 3500€ et 4000€	448€
supérieur à 4 000€	504€
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112€
plus de 11 ans	124€

FORMULAIRE D'INSCRIPTION
NOM:
PRÉNOM:
ÂGE: TÉL:
(Attention: les mineurEs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale)
GENRE:
ADRESSE:
CODE POSTAL:
VILLE:
EMAIL: (écrire lisiblement)
NOMBRE D'ADULTES INSCRITS:
NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS:
DATE(S) DE NAISSANCE DES ENFANTS INSCRITS:
Souhaitez-vous que vos enfants soient gardés en journée?
OUI NON
VÉGÉTARIEN VÉGAN
SOMME TOTALE DUE:
MONTANT DE L'ACOMPTE
(la moitié de la somme due) : Avec qui l'hébergement est-il souhaité? (Attention, précisez
impérativement si la distanciation physique est nécessaire dans le logement):
Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers):
Pour les personnes handicapéEs, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement (chambre aménagée, accompagnement, etc.).
Merci de renseigner toutes les demandes pour vous accueillir au mieux, en particulier en ce qui concerne le logement au vu des conditions d'accueil exceptionnelles liées à la crise sanitaire. La confirmation d'inscription est envoyée uniquement par mail.

IV^e Internationale

Rencontres internationales de jeunes 2022

Le camp de jeunes de la Quatrième Internationale a été organisé pour la première fois en 1984. Depuis lors, les secteurs jeunesse des organisations européennes de la Quatrième Internationale ont organisé le camp chaque année, en se réunissant à l'avance pour planifier le programme, en prenant la responsabilité des aspects pratiques du camp, y compris la traduction simultanée pour permettre les meilleures conditions possibles de participation.

l n'a pas été possible, en raison des conditions de la pandémie, d'organiser le camp en 2020 et 2021. Mais cette année nous sommes enfin en mesure d'organiser à nouveau le camp. Nous espérons que les camarades européens atteindront leurs objectifs de mobilisation et que certainEs camarades d'autres continents pourront également participer.

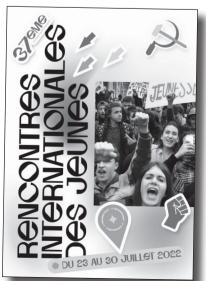
C'est quoi?

Ce camp d'été rassemble plusieurs centaines de jeunes, militantEs ou non, pour débattre et se former ensemble. Le camp se déroule chaque année dans un pays différent, cette année nous serons en France, près de Moulins.

C'est du 23 au 30 juillet

Le principe? Se retrouver dans un campement autogéré pendant une semaine pour se rencontrer, se former et discuter, avec des militantEs du monde entier, autour

l n'a pas été possible, en raison des conditions de la pandémie, d'organiser le camp en 2020 et 2021. Mais cette année nous mmes enfin en mesure d'orgaer à nouveau le camp. Nous des questions essentielles pour une transformation radicale de la société, un renversement du capitalisme dans une perspective féministe, antiraciste, écosocialiste et internationaliste!



Féminisme, antiracisme, luttes LGBTI, économie, écosocialisme...

Formations, ateliers et débats permettront d'approfondir ces questions théoriques afin de comprendre leur fonctionnement et d'échanger sur nos expériences. Ainsi, ce sera l'occasion d'apprendre comment se mène la lutte contre le système à une échelle internationale afin d'affiner nos analyses et nos pratiques.

Ce sera également l'occasion de faire le point sur la situation en France. Nul doute que dans le contexte actuel de crise sanitaire, de remontée des luttes écologiques, féministes et sociales, et juste après l'élection présidentielle, nous aurons des débats riches en perspectives politiques!

Un camp pas comme les autres!

Parce que nous voulons une société débarrassée des oppressions et du capitalisme, nous essayons de mettre en pratique nos principes dans le camp. La nourriture, le nettoyage, la tenue du bar sont effectués collectivement. Au sein du camp les préjugés et normes qui règnent dans la société actuelle (sexisme, racisme, homophobie, transphobie...) sont fermement combattus.

Des espaces en non-mixité sont mis en place pour les personnes racisées, pour les femmes et pour les personnes LGBTI, pour garantir un lieu de discussions et de débats entre personnes subissant la même oppression. Une monnaie interne au camp est également proposée pour niveler les différences de richesse entre les pays.

Une expérience militante et humaine qui permet de tisser des liens par-delà les frontières pour mieux se connaître et changer le monde!

Pour tout contact et renseignements: rij@fourth.international

Culture 11 l'Anticapitaliste | n°621 | 23 juin 2022

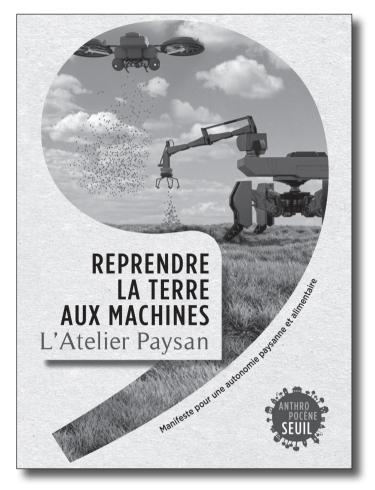
Reprendre la terre aux machines: manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire

Collectif l'Atelier Paysan, éditions du Seuil, 288 pages, 20 euros.

Atelier Paysan» est, comme son nom l'indique, militant paysan qui explique dans ce livre son combat contre l'agriculture productiviste et capitaliste, en affirmant des perspectives politiques en rupture totale avec le système actuel, en décrivant aussi des expériences concrètes et des idées pour construire un autre monde agricole.

Un constat sévère et très clair

D'abord, il nous est raconté une brève histoire de l'évolution de l'agriculture et de la paysannerie, surtout depuis le milieu du 20e siècle, la sortie de la Seconde Guerre mondiale. La mécanisation, avec l'arrivée du tracteur et autres machines de plus en plus perfectionnées, favorisant l'intensification, avec l'agrandissement des parcelles, la transformation des fermes en grandes entreprises, l'arrivée de l'agrochimie, la disparition de la paysannerie (aujourd'hui à moins de 400 000 paysanEs) avec la transformation d'un statut social en métier, enfin l'arrivée du numérique, finissant d'abîmer une activité fondamentale pour l'humanité, à savoir celle de produire notre alimentation. Le constat est sévère et très clair. Rien ne va plus. Humainement et socialement, avec la destruction de la petite paysannerie, avec les dégâts environnementaux (terres et bestiaux), la mal-bouffe... Cette agriculture capitaliste a justifié l'utilisation du chimique, des machines pour apporter le progrès qui était présenté comme la condition pour nourrir toute l'humanité. C'est l'inverse qui s'est produit au total. Les famines, les malnutritions, les pollutions des sols, les



terres appauvries, les maladies liées à l'utilisation du chimique pour les producteurEs comme pour les consommateurEs, les pertes de savoir-faire paysans liées à la mécanisation comme à l'intensification... voilà le bilan.

La question posée est le renversement de l'ensemble

raisonnée ou encore du maraichage et des fermes urbaines autour des villes, lesquelles sont le résultat de résistances sociales et politiques. Mais cela reste limité et restera de toute façon, limité en quantité mais aussi limité aux parties de la population les moins mal loties. Dans le contexte de dérèglement climatique et de catastrophes environnementales actuelles, il y a bien une prise de conscience et une multiples dans les campagnes ou dans les villes.

Sauf que pour répondre réellement aux enjeux, la question posée est bien le renversement de l'ensemble du système, c'est la confrontation avec cette agriculture capitaliste, avec le pouvoir de l'agro-industrie, l'agro-chimie, avec les grandes exploitations, avec la FNSEA et autres défenseurs du système. L'atelier paysan détaille son plan de lutte, comme une sorte de retour vers le raisonnable, vers une agriculture paysanne qui passe par le re-développement de la petite paysannerie et de son savoir-faire, au moins un million de paysanEs en plus.

Et puis c'est la réorganisation de toute la «filière» de la production et de la distribution de l'alimentation, qui passe par le respect de l'environnement, des terres, des animaux d'élevage, des productrices et producteurs, des consommateurs. Leur réponse, et on la partage, c'est la remise en cause de la propriété privée, c'est la socialisation, c'est la coopération entre paysanEs et aussi entre paysanEs et citadinEs, c'est encore un service public de l'alimentation qui garantit à toute la population de se nourrir correctement. Et quand on dit toute la population, on pense aussi aux populations des pays «pauvres», la plupart anciennement colonisés et pillés, victimes aujourd'hui à la fois de l'exploitation des puissances impérialistes comme de la crise climatique.

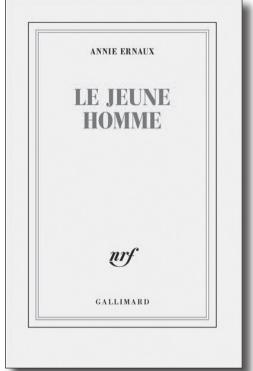
C'est un livre au constat très clair et au projet stimulant, un livre qui favorise la réflexion et la discussion.

Philippe Poutou

Littérature

Le jeune homme, d'Annie Ernaux

Gallimard, collection Blanche, 48 pages, 8 euros.



e tout petit texte (27 pages effectives) serait-il un très grand livre? Il semble, telle une chronique, écrit d'un trait, sans détour, sans rature. Il raconte une histoire d'amour, somme toute plutôt simple et banale, vécue il y a un peu moins de trente ans, entre un homme et une femme. Mais voilà, la différence d'âge entre les amants est elle aussi d'un peu moins de trente ans. Et puis, c'est la femme qui est la plus âgée. Enfin, le capital économique, culturel et symbolique est sans discussion de son côté, car il s'agit d'une histoire vécue par l'autrice elle-même, déjà célèbre.

Une femme simple...

La force du récit tient en une écriture directe, nerveuse, un peu sèche parfois, au service d'un propos sincère à l'extrême. Sans complaisance avec elle-même - Annie Ernaux se voit dans la glace et peut se comparer aux jeunes femmes entourant son amant, sans aucune ambigüité quant à l'espoir d'un avenir commun - encore que, sans jamais masquer ce que cette relation lui apporte ni ce que sa position dominante lui permet dans ce cadre à la fois égalitaire et dissymétrique, l'autrice se montre lucide et honnête. Pour autant, la femme de l'histoire n'est jamais cynique, elle s'affiche amoureuse, jouissant des plaisirs partagés, les assumant pleinement, autant pour ce qu'ils apportent au présent que pour ce qu'ils rapportent d'un passé idéalisé, nostalgisé (malgré tout!). Comme une nouvelle chance de vivre un grand amour... et de « déclencher l'écriture du livre »!

L'audace d'Annie Ernaux tient-elle dans sa manière très radicale d'affronter, auprès de son jeune amant, le regard des autres? Redevenue la «fille scandaleuse», elle brave la morale sociale qui réprouve d'autant plus cette relation contre nature que la femme est ici l'ainée. Elle s'amuse même, en un fier défi dont elle a les moyens, de constater l'effet que leur présence affichée provoque. À moins que l'audace de l'autrice, sa puissance subversive, ne se niche dans le lien très étroit entre la sexualité et l'écriture («Souvent j'ai fait l'amour pour m'obliger à écrire »), voire entre l'œuvre et l'expérience de la vie et sa maîtrise assumée. («Si je ne les ai pas écrites, les choses ne sont pas allées jusqu'à leur terme, elles ont été seulement vécues.»)

... audacieuse et subversive!

du système

Documentaire

Alors il y a bien un développement du bio et de l'agriculture mobilisation faite d'expériences

Mizrahim, de Michale Boganim

Début 1971 apparait le mouvement avaient méprisés et discriminés,

Film franco-israélien, 1h33 min, sorti le 8 juin 2022.



es Mizrahim (orientaux en hébreu), ce sont les juifs originaires des pays arabes et d'Asie, souvent improprement qualifiés de sépharades. À la fin des années 1940 et durant les années 1950, ils et elles affluent en masse (500 000 à 600 000) vers le nouvel État d'Israël. Ce sont des populations qui n'ont pratiquement pas été touchées par un mouvement sioniste dont le centre de gravité était en Europe. Elles arrivent alors en Palestine pour des raisons diverses : d'une part, la création d'Israël a détérioré les relations entre des juifs

et des musulmans qui vivaient côte à côte depuis des siècles, et entrainé dans certains pays arabes des mesures discriminatoires et des ersecutions; d'autre part, s'exerce la pression des organisations sionistes pour que le maximum de juifs rejoignent Israël.

Panthères noires d'Israël

Pour les dirigeants israéliens (alors travaillistes), l'enjeu est démographique mais, s'ils veulent que ces populations émigrent, ils méprisent ces orientaux et les considèrent comme des primitifs à rééduquer. Ils vont donc les loger dans des camps de transit, des logements autrefois occupés par des PalestinienEs et des villes nouvelles souvent éloignées de Tel Aviv et Jérusalem. Ces «bronzés» («schwarz» – noirs en yiddish) ne bénéficient pas des avantages auxquels ont droit les migrants européens. Ils sont discriminés dans l'éducation et dans l'emploi. Des enfants yéménites disparaissent dans les maternités. Les jeunes se révoltent sporadiquement contre les discriminations.

des Panthères noires d'Israël, ainsi dénommé en référence aux Panthères noires étatsuniennes. Le mouvement s'étend rapidement dans les villes où vivent les juifs orientaux. Le mouvement organise des manifestations de masse, avec parfois des affrontements avec la police, contre les discriminations et pour la justice sociale. Ses jeunes dirigeants ont des liens avec des militantEs communistes israéliens et du Matzpen (trotskiste). Ils appellent à de vraies négociations avec les PalestinienEs et ont des contacts avec des membres de l'OLP.

Une société israélienne particulièrement inégalitaire

Pour contrer le mouvement, le gouvernement israélien combine pseudo-dialogue, réforme cosmétique et répression. Ses menées seront favorisées par la guerre dite du Kippour en 1973, qui recréera une atmosphère d'unité nationale et signifiera la fin des Panthères pour l'essentiel. Dans leur haine des dirigeants travaillistes qui les

Charlie fut un des dirigeants des Panthères et s'exilera en France. Son film combine bandes d'actualité de l'époque et interviews de Mizrahim d'aujourd'hui, qui insistent sur le fait que, contrairement au consensus israélien, il ne s'agit pas d'un problème du passé. Bien que des Mizrahim se soient intégrés aux cercles dirigeants, la société israélienne est particulièrement inégalitaire. Le principal mérite du film est de revenir sur des épisodes qui jurent avec la légende sioniste. Par contre, la réalisation est parfois maladroite, certains épisodes évoqués de façon peu claire ou elliptique. Enfin, si

les Mizrahim sont, comme le dit le

sous-titre du film, «les oubliés de la

Terre promise », les PalestinienEs

une grande partie des électeurs

d'origine orientale se tournèrent

vers l'extrême droite et permirent

C'est cette histoire que raconte

Michale Boganim, dont le père

son arrivee au pouvoir.

le sont bien plus. Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

27, rue Taine 75012 Paris - Tél.: 0149285244 Lundi: 14 h - 20 h, mardi au samedi: 12 h - 20 h

«Les accusations d'antisémitisme sont toujours graves et ne devraient en aucun cas être lancées à la légère.»

Danielle Simonnet et Danièle Obono ont été pendant plusieurs jours la cible d'attaques politiques et médiatiques aussi convenues au'ianobles, de la part de diriaeants socialistes (B. Cazeneuve, D. Assouline), de la candidate PS dans le 20° arrondissement de Paris Lamia El Aaraie, de Patrick Haddad, mais aussi de la LICRA ou encore de journaux comme le Canard enchaîné et le Figaro. La raison? Danielle Simonnet et Danièle Obono ont reçu l'ancien dirigeant du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, venu en personne à Paris les soutenir dans le cadre de la campagne législative. C'est à réfuter une nouvelle fois les mensonges proférés et répétés sur tous les tons et sur tous les plateaux concernant le prétendu « antisémitisme » de Corbyn (ou sa complaisance à l'antisémitisme) que s'attelle **Thierry Labica** dans cet article mis en ligne le 10 juin 2022 sur Contretemps-web, et dont nous publions de larges extraits¹.

■ aut-il être à ce point aux abois, avoir si peu à proposer, tant à faire oublier, et vivre dans une si grande certitude de la déroute, pour s'emparer aussi désespérément des armes de la calomnie? Les attaques lamentables dirigées par le PS (et la Licra) contre les candidates des 15e et 17e circonscriptions parisiennes, Danielle Simonnet et Danièle Obono, pour le soutien qu'elles ont reçu de la grande figure de la gauche britannique Jeremy Corbyn, incitent à voir les choses ainsi. Mais on reconnaît là aussi le registre de la panique morale qui invariablement accompagne la gauche dès lors qu'elle s'approche du pouvoir. Ce qui est vrai de la Nupes ces dernières semaines en particulier, l'a été de Corbyn, ou de Sanders qui, en particulier avec l'élue au Congrès Ilhan Omar, fut la cible d'attaques du même genre.

Les accusations d'antisémitisme sont toujours graves

Documenter les décennies d'engagement antiraciste de Corbyn, et de sa lutte parlementaire et extraparlementaire contre l'antisémitisme, c'est un peu comme devoir démontrer qu'il fait jour en plein midi à qui a réussi à se convaincre du contraire. Sa réputation en la matière est reconnue de toute part, de très longue date et, concernant les accusations d'antisémitisme, on observera qu'elles ont été parfaitement inexistantes tout au long de sa longue carrière politique, jusqu'au jour de septembre 2015 où ce défenseur de la cause palestinienne a été, à une très large majorité, élu dirigeant du parti travailliste.

Par quel mystère ses opposants les plus virulents auront-ils réussi à ne pas voir, pendant plus de trente ans, la marque de l'infamie soudain pointée comme une évidence incontestable en 2015? L'éventualité de voir dévenir Premier ministre de la cinquième puissance mondiale une figure se revendiquant du socialisme, militant anti-guerre et défenseur du droit international, galvanisant toute une jeunesse n'ayant connu que les diverses nuances de dévastation néolibérale, devait, encore une fois, y être pour quelque chose. Les accusations d'antisémitisme sont toujours graves et ne devraient en aucun cas être lancées à la légère. On est donc en droit d'exiger que la candidate PS, Me El Aaraje, indique la provenance de son chiffre de «1000 plaintes enregistrées par ce parti », chiffre qui en vérité n'existe nulle part et relève de la pure improvisation. Veut-on des chiffres sur la propagation de l'antisémitisme dans le Labour Party [Parti travailliste, centre-gauche] dirigé par Corbyn? Devenue secrétaire nationale du Labour en 2018, Jennie



Formby publia l'année suivante les données concernant les procédures disciplinaires au sein du parti. Entre 2018 et 2019, sur une période d'un peu moins d'un an, avaient été reçues 1106 allégations d'antisémitisme dont 433 ne concernaient aucun membre du parti (qui comptait alors 540 000 adhérentEs). Sur les 673 signalements restants, 220 furent entièrement rejetés pour absence de preuve, soit 1/12 de 1%. 96 cas aboutirent à des suspensions, soit 0,01% ou 1/100 de 1% des adhérentEs du parti. Il y eut douze exclusions, soit 0,002% ou 1/500 de 1% des membres du parti.

«Pas de preuve fiable, empirique»

Ces chiffres ne faisaient que prolonger et confirmer les résultats d'autres enquêtes : celles de 2015 et 2017 conduites par l'institut YouGov et Campaign Against Antisemitism, qui montraient une incidence particulièrement faible des préjugés antijuifs dans le Labour et son électorat, bien moindre que chez les conservateurs, et en recul de surcroît; celle du Home Affairs Committee de la Chambre des Communes, parue en octobre 2016, qui notait qu'il « n'existe pas de preuve fiable, empirique permettant de soutenir l'idée selon laquelle il y aurait une plus grande prévalence d'attitudes antisemites au sein du parti tra vailliste que dans n'importe quel autre parti politique »2; ou encore, l'étude de 2017, sur l'antisémitisme au Royaume-Uni, faite par l'Institute for Jewish Policy Research (JPR) et le Community Security Trust (CST)³, étude selon laquelle « l'antisémitisme n'est pas plus prévalent à gauche que dans le reste de la population».

Si l'antisémitisme existe bel et bien dans la société britannique, non seulement rien n'a pu justifier la thèse d'un Labour en proie à un antisémitisme effréné, mais en outre, les données montrent une incidence des préjugés antisémites nettement inférieure, au sein du Labour, à ce qui prévaut dans le reste du pays en général (où ces préjugés sont entretenus par 2 à 5% de la population). Sans surprise: c'est dans les classes d'âge les plus jeunes que Corbyn et la gauche travailliste ont eu le plus d'écho et de soutien, soit dans cette part de la population dans laquelle ces préjugés sont les plus rares 4. [...]

Une expérience douloureuse de neutralisation

On connaît le principal effet de ce genre de coup, cependant: comment ne pas tenter de répondre, rectifier, rappeler les faits pour ne pas laisser persister la déformation mensongère? Mais c'est précisément ainsi que, perdant son énergie et son intelligence à dépolluer l'eau du puits, on en délaisse l'irrigation du verger, ou autrement dit, la défense du contenu programmatique dont il serait pourtant si urgent de débattre. La gauche britannique a fait l'expérience douloureuse de cette neutralisation (et deux ans de «réponses» aux accusations d'«islamo-gauchisme» ou de « wokisme » donnent aussi une idée de la nature du problème). Deux choses, pour finir. Toutes sortes de militantEs et de personnalités juives de la gauche britannique et internationale, d'organisations et d'associations juives de toute nature (militantEs travaillistes 5, survivants du judéocide, rabbins, citoyens israéliens 6...), ont exprimé leur solidarité avec Corbyn lorsqu'il était à la tête du parti. La presse britannique, et française à sa suite, n'a jamais jugé utile d'en rendre compte, préférant le registre de la mise à mort symbolique, plus utilement «informatif», aura-t-on compris.

En se conformant à ce déni, comme le font nos justiciers à la toute petite semaine (de campagne électorale), on ne se contente pas d'entretenir une ignorance propre à appauvrir toujours un peu plus le «débat» public: on accepte de se livrer au travail abject de tri entre «bons» et «mauvais» juifs (de gauche), ces derniers s'étant vu dénier toute présence audible dans l'arène politique alors qu'ils et elles se trouvent avoir été les premières cibles des assauts contre la gauche socialiste du parti, jusqu'au réseau Jewish Voice for Labour, continuellement pris à partie à coups de suspensions et d'exclusions.

Thierry Labica

1 – «Les accusations d'antisémitisme contre Jeremy Corbyn n'ont aucun fondement», Contretemps-web, 10 juin 2022.

2 – House of Commons Home Affairs Committee. «Antisemitism in the UK», Tenth Report of Session 2016-2017, oct. 2016, p.46.

3 – Le JPR est un think tank de la communauté iuive, très respecté; le CST est une organisation caritative dédiée à la lutte contre l'antisémitisme. 4 - «Exclusive: proof Labour antisemitism has

ligne sur https://skwawkbox.org/2018/03/29/ exclusive-caa-yougov-data-show-laboursignificantly-less-antisemitic-under-corbyn/ 5 – Voir par exemple «Corbyn values Jewish community», avril 2018, en ligne sur https://

gone DOWN under Corbyn», mars 2018, en

www.islingtontribune.co.uk/article/ corbyn-values-iewish-community 6 - Voir par exemple «Citizens of Israel

send letter of support to Corbyn», septembre 2018, en ligne sur https:// www.iewishvoiceforlabour.org.uk/article/ citizens-of-israel-send-letter-of-support-to-corbyn/

L'image de la semaine



Vu ailleurs

EN CHINE. Des Chinois ayant prévu de se rendre à une

manifestation dans la ville de Zhengzhou ont vu leur QR code virer au rouge, et ce malgré un test Covid négatif. Les autorités locales étaient mercredi [15 juin] en Chine sous le feu des critiques après une manipulation supposée de pass sanitaires pour empêcher une manifestation dans

Premier pays frappé par le Covid-19 et à confiner sa population, la Chine avait été en 2020 l'un des tout premiers à généraliser le pass sanitaire pour contrôler les déplacements, identifier les cas contacts et isoler les

Scanner un QR code avec son téléphone et montrer patte blanche avec une application qui délivre un laissez-passer «vert», synonyme de bonne santé, est désormais un geste bien ancré en Chine et exigé à l'entrée d'un immeuble, d'un commerce et dans la plupart des transports.

Ces derniers jours, un certain nombre de personnes on vu leur pass sanitaire brusquement virer au rouge (quarantaine obligatoire), ont rapporté les médias officiels. Point commun : toutes sont des clients de banques mécon tents après un gel d'avoirs, et qui comptaient manifester leur colère à Zhengzhou, une grande métropole du centre

Fragilisées par le ralentissement économique, quatre banques locales ont gelé depuis la mi-avril tout retrait d'argent, piégeant des milliers de petits épargnants. Une situation qui avait donné lieu le mois dernier à de rares

En dépit d'un test PCR négatif, un client a vu son pass sanitaire virer au rouge en arrivant à Zhengzhou, rapporte la presse chinoise.

Un autre a eu cette mésaventure sans même quitter son domicile, affirment des médias, dénonçant au diapason un acte potentiellement délibéré au niveau local. Utiliser le pass sanitaire à d'autres fins que pour l'épidémie

est « contraire à la morale sociale » et une « infraction », a fustigé le Global Times, un quotidien anglophone célèbre pour ses diatribes nationalistes. . Interroaées, les autorités sanitaires de Zhenazhou ont

indiqué à l'AFP « enquêter », sans fournir plus d'explications. Le sujet suscitait l'émoi mercredi en Chine sur les réseaux sociaux, avec des dizaines de millions de vues. [...] L'immense majorité des Chinois se prêtent volontiers au jeu du traçage pour lutter contre le Covid et scannent sans sourciller les codes santé.

Certaines voix s'inquiètent néanmoins de dérives potentielles à des fins de surveillance, dans un pays où le maintien de la stabilité sociale est une obsession.

Raphaël Grably avec AFP, «Chine: ils veulent manifester, leur pass sanitaire vire au rouge», bfmtv.com, 16 juin

l'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
$notre\ promotion\ d'essai:$

				1	
Tarif stand		4			neurs/précaire
Hebdo	6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €		☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €		☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €		☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90 €
Promotion	d'essai	Hebdo + 1 M	ensuel	3 mois	
cochez la fo	rmule de prélèv	ement retenue	et renvoy	ement aut ez-nous le formul Lenoir - 93108 M	aire
cochez la foi accompagi Tarif stan	rmule de prélèv n é d'un RIB à dard	rement retenue : NSPAC, 2 rue	et renvoy Richard-I	ez-nous le formul _enoir - 93108 N	aire
cochez la foi accompagi	rmule de prélèv n é d'un RIB à dard Men	ement retenue	et renvoy Richard-I Hebdo	ez-nous le formul	aire
Tarif stan Hebdo 17,5 € trimes	rmule de prélèv n é d'un RIB à dard Men	rement retenue : NSPAC, 2 rue isuel 12,5 € par trimestre	et renvoy Richard-I Hebdo	ez-nous le formul Lenoir - 93108 M + Mensuel 0 € par	aire
Tarif stan Hebdo 17,5 € trimes	mule de prélèv né d'un RIB à dard Men : par es/chômeurs/	rement retenue : NSPAC, 2 rue isuel 12,5 € par trimestre	et renvoy Richard-I Hebdo	ez-nous le formul Lenoir - 93108 M + Mensuel 0 € par	aire
cochez la foi accompagi Tarif stan Hebdo 17,5 € trimes	rmule de prélèv né d'un RIB à dard Mer E par Es/chômeurs/ Mer	ement retenue : NSPAC, 2 rue :suel 12,5 € par trimestre /précaires	et renvoy Richard-I Hebdo	ez-nous le formul _enoir - 93108 N + Mensuel 0 € par rimestre	

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-c.l Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Signature obligatoire

Mandat de prélèvement SEPA

néro ICS : FR43ZZZ554755

www.npa2009.org